

Une autre victime de Staline **Le camarade Koté Tsintsadzé prêt de la mort**

décembre 1930

Nous avons reçu la communication suivante:

Depuis maintenant un mois, le camarade Koté Tsintsadzé est aux portes de la mort. Il a eu deux sérieuses hémoptysies, le sang coulait comme une fontaine et il a perdu environ cinq tasses de ce sang précieux. Les hémorragies sont accompagnées de crises cardiaques; le malade étouffait. Les docteurs ont désespéré de le sauver. Selon eux, l'unique espoir serait le transférer à Soukhoum, car le climat de la Crimée est fatal dans son cas. Les camarades ont essayé d'obtenir un transfert. Ordjonikidzé a promis de régler ce transfert il y a deux mois, mais jusqu'à présent il n'y a rien eu... Le moment va venir où le camarade Koté Tsintsadzé va mourir.

Koté Tsintsadzé est un vieux membre du parti bolchevique, qu'il a rejoint en 1903 et dans les rangs duquel il a combattu depuis. Aujourd'hui, comme partisans du stalinisme, règne ce type de vieux-bolcheviks qui de la défaite de la révolution de 1905 à celle de 1917 sont restés en dehors du mouvement révolutionnaire, qui ont combattu Octobre, qui ne l'ont rejoint qu'après la victoire. Ces "vieux-bolcheviks", Lenine, à son époque proposait de les envoyer "aux archives". Contrairement à ces messieurs, le camarade Koté est un authentique révolutionnaire bolchevique. Dans sa jeunesse, c'était un militant du parti qui opérait, quand les circonstances l'exigeaient, avec la même confiance et le même courage avec la bombe et le revolver que dans d'autres circonstances avec les tracts et les discours de propagande. Koté a connu prisons et exil sous le tsar. A l'époque de la révolution, il a combattu l'ennemi de classe dans sa Caucasic natale où, à l'époque héroïque, il était président de la Tcheka du Caucase.

Le camarade Koté a été dans l'Opposition, et l'un de ses dirigeants en Caucasic. En 1928, il a été exilé, cette fois dans l'exil stalinien. La santé du camarade Koté, minée par la prison, l'exil et le travail militant pour le parti, s'est encore détériorée. Le camarade Koté a une forme aiguë de tuberculose pulmonaire. Les conditions de l'exil stalinien ont beaucoup aggravé son état. Au printemps, son état était sérieux: hémoptysies continues, perte de poids de plus de sept kilos et il a été confiné au lit pendant de longs mois. Les amis et la famille du camarade Koté Tsintsadzé, pendant de longs mois, ont vainement soulevé la question de son transfert à Soukhoum. Finalement la communication ci-dessus parle de son état critique. Malgré cela, il n'a pas été autorisé à aller à Soukhoum.

La clique Staline-Ordjonikidzé cherche la mort du camarade Koté. Sous sa protection, des coquins et des carriéristes jouent avec la vie d'un vieux révolutionnaire irréprochable. Ils savent que le camarade Koté est un bolchevik dévoué, que le camarade Koté n'a pas cédé. Ils savent que, même gravement malade, dans son lit, il continue dans des lettres et par la parole à lutter pour les idées léninistes contre les staliniens et contre la capitulation. C'est pour cela qu'ils le haïssent, que Staline le condamne à une mort certaine.

Lettre à A. Rosmer

3 décembre 1930

Mon cher ami,

Je vous suis très reconnaissant pour la lettre si franche et si amicale, même dans ses reproches que je trouve injustifiés. Vous dites ne pas pouvoir comprendre la raison de ma conduite: mais ces raisons sont exclusivement *politiques*. Dans une organisation de masse (ou qui doit y aboutir), ce ne sont pas les hommes qui forment les idées, ce sont les idées qui forment les hommes. Je m'y tiens à ces idées. L'une qui est la plus importante concerne la question syndicale. J'avais l'impression pendant des mois et des mois - *bien avant que j'aie appris l'existence de la "crise"* - que cette question ne devienne pas (sic) une mauvaise journée, fatale aussi pour la Ligue. L'attitude de G[ourget] me paraissait ambiguë et non tout à fait marxiste, diplomatique et non tout à fait révolutionnaire, un petit genre Tomsky¹ - ce genre qui est décidément prématuré pour la Ligue. Sur quoi je basais mes impressions ? Sur les articles de G[ourget] dans *La Vérité* et sur ses lettres à moi, surtout sur ses réponses un peu évasives à mes questions précises. C'est la seule "information" qui avait, pour moi la valeur décisive, je vous en assure. J'en parlais largement avec les trois camarades français et les informations de tous les trois coïncidaient dans ce sens qu'elles renforçaient mes appréhensions. J'ai dit à Nav[ille] :

"G[ourget] est excellent, intelligent, fin², il est de la plus grande utilité pour le mouvement, mais à condition que le travail syndical - le plus important de tout, soit organisé collectivement d'une manière où les qualités précieuses de G[ourget] soient complétées et même un peu enrayées par d'autres qualités, comme l'intransigeance, et l'esprit de l'offensive, par ex., dont il ne dispose pas - au moins à présent - suffisamment. Sinon la crise deviendra inévitable".

N[aville] a confirmé, plus ou moins, mon appréciation, mais il alléguait, comme toujours, le côté "personnel", les difficultés de changer la forme d'organisation, etc., etc.; en somme il superposait les questions secondaires à la seule question qui vaut, celle de la direction de l'O[pposition] U[nitaire].

Or je reçois depuis les thèses de G[ourget] et Dom[manget]³, non de G[ourget] lui-même, non de N[aville], mais de l'autre "clan", c'est juste. Mais est-ce que cela change quelque chose dans le fond de la question ? Et cela est, de nouveau, la seule information qui a de l'importance à mes yeux. Quelle est donc mon opinion sur ces thèses ? 1) *elles sont néfastes et doivent être réfutées et condamnées*. 2) elles représentent la plate-forme d'une nouvelle fraction qui va inévitablement se développer contre nous et qui sera poussée par la logique des choses vers le camp anti-communiste. Après l'avoir aidée à se former, G[ourget] sera forcé de s'en détacher (le sort de Monatte).

Je me représente très bien ce qu'on peut me dire : Mol[inier], commettait des fautes envers G[ourget], son clan "traque" un bon camarade, etc., etc., etc. A cela je réponds : avant même de me former une idée sur ces questions importantes, mais tout de même secondaires et personnelles, je trouve nécessaire de régler d'une *manière décisive* la question fondamentale : celle de la direction syndicale (O.U.)⁴.

Voilà les "raisons" - les seules - de mon attitude. Je vous cite la question syndicale comme la plus importante et la plus "fraîche". Mais c'en était la même chose, ou presque, avec le "tournant"⁵. Auparavant - avec notre rapport envers le parti, avec l'organisation internationale⁶, etc. Je ne m'appuie que sur les faits, les documents, les articles imprimés, etc. Le reste (correspondance, conversation) n'est qu'un élément supplémentaire, toujours contrôlé par les faits, les articles et les documents. D'ailleurs, je causais amplement avec N[aville] il y a quelques semaines... La Ligue fait des progrès. Elle englobera toujours plus de camarades de différents types, "agréable" et "désagréable". Est-ce qu'on peut se laisser guider dans les questions décisives par des considérations personnelles (même les plus loyales et raisonnables?). Ce sont les idées qui forment les hommes, dans ce sens qu'elles les sélectionnent et les éduquent...

Votre idée de faire une étude solide sur le communisme et le syndicalisme est excellente. C'est cette étude qui manque et qui est devenue absolument urgente. Je caresse même le plan suivant : après avoir recueilli les matériaux, vous pourriez venir à

¹ Le vieux-bokbevik Mikhaïl P. Tomsky, un des dirigeants de la droite du parti bolchevique, avait été jusqu'en 1929 président des syndicats. Trotsky lui avait reproché sa politique opportuniste d'alliance avec les Trade Unions britanniques dans le "*comité syndical anglo-russe*". Il reprochait à Gourget une tendance à la conciliation, à l'adaptation, donc à l'opportunisme et trouvait que Rosmer avait été trop tolérant avec lui.

² Et c'est ma conviction la plus sincère (*Note de Trotsky*)

³ Le document dont Trotsky fait ici mention n'est en réalité pas un document émanant de Gourget et de Dommanget, également communiste exclu, mais dont les sympathies allaient au P.O.P., mais du seul Dommanget. Comment Trotsky avait-il pu en attribuer la paternité à Gourget, membre de la Ligue ? La question fut souvent posée et finalement résolue à une assemblée générale de militants du 21 décembre 1930 où Jeanne Martin, épouse de Molinier et compagne de Sedov, déclara : "*Qui a envoyé le texte de Dommanget à Trotsky ? C'est moi et j'ai écrit qu'il m'avait été remis par Gourget, mais que j'ignorais qui l'avait rédigé, si c'était Gourget, Dommanget ou un autre.*" Molinier, lui, avait déclaré sans intérêt la question de savoir qui avait envoyé ce rapport que Trotsky avait attribué à Gourget, affirmant : "*Peu importe ! Ce qui importe, c'est le contenu !*"

⁴ Les initiales O.U. désignent l'Opposition Unitaire. Trotsky était en désaccord avec la politique qui avait inspiré sa constitution. Elle ne pouvait selon lui qu'aboutir qu'à un rassemblement qui, sous couleur de "*tendance syndicale*", serait en fait un regroupement politique dans la confusion, un parti ne se reconnaissant pas pour tel, bref une formation "centriste" supplémentaire dont la Ligue n'avait nul besoin. Or c'était bien Rosmer qui avait conçu l'Opposition Unitaire et demandé à Dommanget d'en prendre l'initiative avec la Fédération unitaire de l'enseignement.

⁵ Jusqu'au mois de mai, la direction du P.C. avait développé la ligne de la "*troisième période*" dans ses conséquences extrêmes : appel à la "*conquête de la rue*" pour "*conquérir le pouvoir*". Mais, après l'échec du 1^{er} Mai, la direction amorça un tournant, admettant notamment que la classe ouvrière n'était pas persuadée que le P.C. était son parti dirigeant. Naville et Molinier s'étaient affrontés sur la façon d'exploiter le "tournant".

⁶ Les questions internationales sont celles sur lesquelles nous avons vainement cherché une opposition. On se souvient du mécontentement de Trotsky au sujet de la "conférence muette" du 6 avril et de l'importance limitée que Rosmer semblait lui accorder. Molinier n'en avait dit mot dans ses lettres à Sedov et avait écrit à Trotsky le 8 avril : "*Hier a eu lieu une réunion d'une conférence internationale dont on pourra très utilement, je crois, vous envoyer des procès-verbaux où vous pourrez puiser quelque chose d'important.*"

Prinkipo pour mettre votre brochure au point. Si vous êtes d'accord "en principe", on s'accordera sur le terme. Nous attendons dans quelques semaines ma fille avec son fils (elle est très, très malade, la pauvre Zina⁷). Léon attend le visa pour l'Allemagne. Rien n'est encore sûr, ni sur l'arrivée de Zina, ni sur le départ de Liova. La "grande capacité" (c'est comme cela que cela s'appelle ?) de notre domicile va être, peut-être, mise à l'épreuve dans quelques semaines. C'est pourquoi il faudra régler la question de votre chambre en pleine connaissance de cause. Mais pour l'instant il ne s'agit que de votre consentement de "principe". Vous pouvez être sûr que nous serons heureux de vous avoir chez nous pendant un temps *prolongé autant que possible*...

Je me hâte vers la poste.

Tout à vous avec les meilleurs saluts, votre

L. Trotsky

⁷ Trotsky parle ici de sa fille aînée, Zinaïda Volkova, qui venait d'être autorisée à sortir d'U.R.S.S. pour recevoir les soins qu'exigeait son état psychologique et mental et était attendue à Prinkipo avec son petit garçon, Siéva.

Monatte a franchi le Rubicon

(5 décembre 1930)

Il est maintenant ridicule et déplacé de parler d'une action commune avec la *Ligue syndicaliste* ou le *Comité pour l'indépendance du syndicalisme*. Monatte a franchi le Rubicon. Monatte s'est rallié, avec Dumoulin, contre le communisme, contre la révolution d'Octobre, contre la révolution prolétarienne en général⁸.

Car Dumoulin appartient au camp d'ennemis particulièrement nuisibles et perfides de la révolution prolétarienne. Il l'a démontré dans l'action, de la manière la plus répugnante : il a rôdé longtemps autour de l'aile gauche pour se rallier au moment décisif à Jouhaux, c'est-à-dire à l'agent du capital le plus sénile et le plus corrompu.

La tâche du révolutionnaire honnête, surtout en France où les trahisons, restées sans châtiment sont innombrables, consiste à rappeler aux ouvriers l'expérience du passé, à tremper la jeunesse dans l'intransigeance, à répéter sans se lasser l'histoire de la trahison de la II^e Internationale et du syndicalisme français, à démasquer le rôle honteux joué non seulement par Jouhaux et Cie mais surtout par les syndicalistes français de « gauche », tels que Merrheim et Dumoulin. Celui qui n'accomplit pas cette tâche élémentaire envers la nouvelle génération se prive pour toujours du droit à la confiance révolutionnaire. Peut-on, par exemple, garder une ombre d'estime pour les anarchistes français édentés quand ils font monter de nouveau sur l'estrade, en qualité d'"antimilitariste", le vieux bouffon Sébastien Faure⁹ qui trafiquait avec les phrases pacifistes en temps de paix et s'est jeté dans les bras de Malvy, c'est-à-dire de la Bourse française, au début de la guerre ? Celui qui veut draper ces faits dans la toge de l'oubli, qui octroie l'amnistie aux traîtres politiques, ne peut être considéré par nous que comme un traître irréductible.

Monatte a franchi le Rubicon. De l'allié peu sûr¹⁰, il est devenu tout d'abord l'ennemi hésitant, pour devenir ensuite l'ennemi direct. Nous devons dire cela aux ouvriers clairement, hardiment et sans ménagement.

Aux hommes bonasses et aussi à quelques malins qui se donnent l'air bonasse, notre appréciation pourra paraître exagérée et "injuste". Puisque Monatte fait l'union avec Dumoulin, *uniquement* pour le rétablissement de l'unité du mouvement "syndical". Uniquement ! Les syndicats, voyez-vous, ce n'est pas un parti, ni une "secte". Les syndicats, voyez-vous, doivent embrasser la classe ouvrière, tous ses courants ; on peut donc travailler sur le terrain syndical à côté de Dumoulin sans prendre la responsabilité ni de son passé, ni de son avenir. Des réflexions de ce genre constituent une chaîne de ces sophismes bon marché avec lesquels les syndicalistes et socialistes français aiment jongler quand ils veulent cacher un marchandage un peu malodorant.

S'il existait en France des syndicats unifiés, les révolutionnaires n'auraient évidemment pas quitté les organisations du fait de la présence des traîtres, des transfuges, des agents patentés de l'impérialisme. Les révolutionnaires n'auraient pas pris sur eux l'initiative de la scission. Mais en entrant ou en restant dans ces syndicats, ils auraient orienté tous leurs efforts pour *démasquer devant les masses les traîtres en tant que traîtres*, afin de les compromettre sur la base de l'expérience des masses, de les isoler, de leur enlever la confiance et en fin de compte d'aider les masses à les fichier dehors. Cela peut seul justifier la participation des révolutionnaires aux syndicats réformistes.

Mais Monatte ne travaille guère côte à côte avec Dumoulin dans le cadre des syndicats comme il est arrivé plus d'une fois aux bolcheviks de travailler côte à côte avec les mencheviks tout en menant contre eux une lutte systématique. Non, *Monatte s'est uni avec Dumoulin comme avec un allié*, sur une plate-forme commune, créant avec lui une fraction politique ou une "secte" s'exprimant dans le langage du syndicalisme français afin de mener ensuite une croisade politique pour la conquête du mouvement syndical. Monatte ne lutte pas contre les traîtres sur le terrain syndical, au contraire, il s'est associé à Dumoulin et le met en vedette, se présentant aux masses comme son tuteur. Monatte dit aux ouvriers qu'on peut aller la main dans la main avec Dumoulin, contre les communistes, contre l'I.S.R., contre la Révolution d'Octobre, et, par conséquent, contre la révolution prolétarienne en général. Telle est, sans fard, la vérité que nous devons dire à haute voix aux ouvriers.

Quand nous avons autrefois défini Monatte comme *un centrisme qui glisse vers la droite*, Chambelland a tenté de transformer cette définition scientifique entièrement juste en une plaisanterie de feuilleton et même de nous retourner cette appellation de centrisme comme le joueur de football renvoie le ballon d'un coup de tête. Hélas, la tête en souffre parfois ! Oui, Monatte était un centrisme et dans son centrisme étaient contenus tous les éléments de son opportunisme évident d'aujourd'hui.

A propos des exécutions des révolutionnaires indochinois au printemps de cette année, Monatte a développé d'une façon détournée le plan d'action suivant : *"Je ne comprends pas qu'en de pareilles circonstances les partis et les organisations qui disposent des moyens nécessaires n'envoient pas députés et journalistes enquêter sur les lieux mêmes. Sur sa dizaine de députés, le parti communiste, sur sa centaine, le parti socialiste ne pouvaient-ils prélever une commission d'enquête qui serait revenue avec les éléments d'une campagne capable de faire reculer les colonialistes et de sauver les condamnés."*

⁸ Monatte et ses amis de la *Ligue syndicaliste* avaient pris l'initiative d'une déclaration "pour reconstruire l'unité syndicale". Signée de vingt-deux militants de la C.G.T. et de la C.G.T.U. et de syndicats autonomes, parmi lesquels Georges Dumoulin, elle affirmait notamment : *"Des militants syndicalistes (...) ont convenu qu'après dix années de lutte fratricide, il fallait faire effort pour mettre fin à la division des forces syndicales. Ils se sont mis d'accord pour lancer l'idée de la reconstitution de l'unité syndicale dans une centrale syndicale unique, sur les bases de la charte d'Amiens. La réalisation de cette idée ne se conçoit à leur avis que dans la pratique de la lutte de classe et l'indépendance du mouvement syndical, en dehors de toute ingérence des partis politiques, des fractions et des sectes, ainsi que des gouvernements"*. (*La Révolution prolétarienne*, n°112, 5 décembre 1930). Voir à ce sujet une mise au point de Daniel Guérin : *"Une tentative de réunification syndicale. 1930-1931"* (*Revue d'Histoire économique et sociale*, n°1, 1966).

⁹ Sébastien Faure avait publié et diffusé en janvier 1915 un tract imprimé dans lequel, évoquant l'attitude de Liebknecht, il affirmait son accord et appelait à la lutte contre la guerre. Il fut convoqué par le ministre de l'intérieur, Malvy, qui obtint de lui, en échange de la promesse de ne pas poursuivre les militaires qui avaient été en relation avec lui, celle de renoncer à son agitation contre la guerre. Sébastien Faure publia en tract le récit de l'entretien et l'engagement pris par lui avec le ministre. La version de Sébastien Faure a été dans l'ensemble confirmée par Malvy. On trouvera le dossier de cette affaire dans le premier tome de *"l'Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre"* de Rosmer, pp. 567-569.

¹⁰ Monatte devait réagir à ce qualificatif assurément excessif et en tout cas blessant en affirmant qu'il souhaitait pour sa part à Trotsky "de trouver à ses côtés beaucoup d'alliés aussi peu sûrs" (*R. P.* n° 114, 5 février 1931).

Avec de hautains reproches de pion, Monatte donne aux communistes et aux social-démocrates des conseils sur la façon de lutter contre les "colonialistes". Les social-patriotes et les communistes étaient pour lui, il y a quelque temps, des gens *du même camp* qui n'avaient qu'à suivre les conseils de Monatte pour exécuter une bonne politique. Pour Monatte, ne se posait même pas la question de savoir de quelle façon les social-patriotes peuvent lutter contre les "colonialistes", alors qu'ils sont les partisans et les exécutants pratiques de la politique coloniale. Peut-on donc gouverner des colonies, c'est-à-dire des nations, des tribus, des races, sans fusiller des émeutiers, des révolutionnaires qui cherchent à s'affranchir du joug colonial ? Messieurs les Zyromski et leurs semblables ne répugnent pas à présenter dans chaque occasion propice une protestation de salon contre la "bestialité" coloniale; mais cela ne les empêche pas d'appartenir au parti social-colonialiste qui a associé le prolétariat français à un cours chauvin pendant la guerre, dont l'un des buts principaux était de conserver et d'élargir les colonies au profit de la bourgeoisie française. Monatte a oublié tout cela. Il a raisonné comme s'il n'y avait pas eu après cela de grandioses événements révolutionnaires dans une série de pays d'Occident, d'Orient, comme si différents courants ne s'étaient pas révisés dans l'action et révélés à l'expérience. Il y a six mois, Monatte faisait mine de commencer l'histoire à son début. Et, pendant ce temps, l'histoire s'est de nouveau moquée de lui. M^c Donald, le coreligionnaire des syndicalistes français, à qui Louzon a donné récemment d'incomparables conseils, envoie aux Indes non des commissions d'enquête libératrices, mais des troupes, et vient à bout des Hindous d'une façon plus répugnante que n'importe quel Curzon. Et toutes les canailles du trade-unionisme britannique approuvent ce travail de bourreau! Est-ce par hasard ?

Au lieu de se détourner, sous l'influence de la nouvelle leçon, de la "neutralité" et de l'"indépendance" hypocrites, Monatte a fait au contraire un nouveau pas, cette fois-ci décisif, dans les bras des M^cDonald et Thomas français. Nous n'avons plus à discuter avec Monatte¹¹.

Le bloc des syndicalistes "indépendants" avec les agents déclarés de la bourgeoisie a comme symptôme une grande signification. Aux yeux des philistins, les choses se présentent comme si les représentants des deux camps avaient fait un pas l'un vers l'autre au nom de l'unité, de l'arrêt de la lutte entre frères et autres douceurs. Il ne peut rien y avoir de plus dégoûtant, de plus faux que cette phraséologie. En réalité, le sens du bloc est tout autre.

Dans les milieux variés de la bureaucratie ouvrière et aussi en partie dans les milieux ouvriers eux-mêmes, Monatte représente ces éléments qui ont tenté de s'approcher de la Révolution, mais qui ont perdu leur espoir en elle avec l'expérience des dix ou douze dernières années. Pourquoi donc voyez-vous qu'elle se développe par des chemins si compliqués et si embrouillés qu'elle amène des conflits intérieurs, de nouvelles et de nouvelles scissions, qu'elle fasse, après un pas en avant, un demi-pas et parfois un pas entier en arrière? Les années de la stabilisation bourgeoise, les années de reflux révolutionnaire ont accumulé le désespoir, la fatigue, les dispositions opportunistes dans une partie de la classe ouvrière.

Tous ces sentiments n'ont mûri qu'aujourd'hui dans le groupe Monatte et l'ont poussé à passer définitivement d'un camp dans l'autre. En chemin, Monatte s'est rencontré avec Louis Sellier, qui avait ses raisons pour tourner le dos, couvert de ses mérites municipaux, à la Révolution¹². Monatte et Sellier sont partis ensemble. A leur rencontre, personne n'est venu d'autre que Dumoulin. Gela veut dire qu'au moment où Monatte se déplaçait de gauche à droite, Dumoulin a jugé opportun de se déplacer de droite à gauche. Comment cela s'explique-t-il? C'est parce que Monatte, en tant qu'empirique - et les centristes sont toujours des empiriques, autrement ils ne seraient pas des centristes - a exprimé ses sentiments de la période de stabilisation à un moment où cette période a commencé à se transformer en une autre, beaucoup moins tranquille et beaucoup moins stable.

La crise mondiale a pris des dimensions gigantesques et, pour le moment, s'approfondit. Personne ne peut prédire où elle s'arrêtera ni quelles conséquences politiques elle entraînera. La situation en Allemagne est tendue à l'extrême. Les élections allemandes ont amené des éléments aigus d'inquiétude non seulement dans les rapports intérieurs, mais aussi dans les rapports internationaux, montrant de nouveau sur quelle base repose l'édifice de Versailles. La crise économique a débordé les frontières de la France et nous y voyons déjà, après une longue interruption, le commencement du chômage. Pendant les années de relative prospérité, les ouvriers français ont souffert de la politique de la bureaucratie confédérale. Pendant les années de crise, ils peuvent lui rappeler ses trahisons et ses crimes. Jouhaux ne peut pas ne pas être inquiet. Il a nécessairement besoin d'une aile gauche, peut-être plus nécessairement que Blum. A quoi sert donc Dumoulin ? Il ne faut évidemment pas penser que tout est disposé comme les notes d'un clavier et que tout a été formulé dans une conversation. Tous ces gens se connaissent, ils savent de quoi ils sont capables, et, en particulier dans quelle limite l'un d'entre eux peut aller à gauche impunément pour lui et ses patrons.^{13 14}

Dumoulin prend place dans les rangs de Jouhaux, comme aile gauche, au moment même où Monatte, qui s'est déplacé continuellement vers la droite, a décidé de franchir le Rubicon. Dumoulin doit rétablir au moins un peu sa réputation - avec l'aide de Monatte et sur son compte. Jouhaux ne peut pas faire d'objection quand son propre Dumoulin compromet Monatte. De cette façon, tout est en ordre : Monatte a rompu avec le camp de la gauche au moment où la bureaucratie confédérale a senti la nécessité de couvrir son flanc gauche découvert.

Nous analysons ces déplacements personnels, non pour Monatte, qui fut autrefois notre ami, et certainement pas pour Dumoulin que nous jugeons depuis longtemps déjà un ennemi irréductible. Ce qui nous intéresse, c'est la signification

¹¹ Ce texte consacra en effet la rupture définitive entre les deux hommes. Daniel Guérin, qui rencontra Trotsky à la fin de 1933, écrit : "*Trotsky me demande 'Comment va Monatte ?'. Je lui raconte combien le vieux syndicaliste a été affecté par ses furieuses diatribes de 1930-31. Trotsky me paraît gêné, voire ému, en tout cas hypersensible au souvenir du vétéran*". Quant à Monatte lui-même, son dernier livre, "*Trois scissions syndicales*" rend à plusieurs reprises un hommage sincère et chaleureux à Trotsky. Il s'était d'ailleurs montré actif lors de la campagne contre les procès de Moscou.

¹² Louis Sellier et cinq autres conseillers municipaux, hostiles à la tactique électorale "*classe contre classe*" avaient été exclus du P.C. comme liquidateurs.

¹³ En fait, l'appareil confédéral ne suivit pas Dumoulin, mais nombre de signataires de l'appel des 22 allaient dans les mois et années suivantes rejoindre la C.G.T.

¹⁴ Le fait que la bureaucratie confédérale garde envers Dumoulin une attitude expectative et critique, parfois même avec une nuance d'hostilité, n'infirmes en rien ce qui est dit plus haut. Les réformistes doivent prendre leurs précautions et surveiller Dumoulin pour qu'il ne se laisse pas entraîner trop loin dans la besogne dont les réformistes l'ont chargé et ne franchisse pas les limites assignées. (*Note de Trotsky*)

symptomatique de ces regroupements de personnes, qui reflètent les processus beaucoup plus profonds dans les masses ouvrières elles-mêmes.

Cette radicalisation que les criards ont proclamée il y a deux ans, s'approche indiscutablement aujourd'hui. La crise économique est arrivée en France, il est vrai, avec retard, et il n'est pas exclu qu'elle s'y déroule d'une façon adoucie en comparaison de l'Allemagne. L'expérience seule peut établir cela. Mais il est indiscutable que la passivité dans l'équilibre où se trouvait la classe ouvrière française pendant les années de prétendue "radicalisation" fera place dans un délai assez proche à une activité croissante et à un esprit de combativité. C'est face à cette nouvelle période que les révolutionnaires doivent se tourner.

Au seuil de la nouvelle période, Monatte rassemble les fatigués, les désabusés, les épuisés, et les fait passer dans le camp de Jouhaux. Tant pis pour Monatte, tant mieux pour la Révolution !

La période qui s'ouvre ne verra pas la croissance de la fausse neutralité des syndicats, mais au contraire le renforcement des positions communistes dans le mouvement ouvrier. Devant l'Opposition de gauche se présentent de grandes tâches. Des succès certains l'attendent. Que lui faut-il pour cela ? Rien que *rester fidèle à elle-même*.

Mais, à ce sujet, la prochaine fois.

Sur l'Allemagne

6 décembre 1930

Cher camarade Well,

Votre lettre ne fait que confirmer à quel point les choses sont peu réjouissantes en Allemagne. Mais, pour être franc, je dois vous dire qu'à mon avis vous avez quelque peu contribué aussi cette situation. Après les élections qui ont dévoilé en Allemagne une situation politique si critique, il fallait faire de la conférence un lieu de discussion politique. Au lieu de cela, elle a été de nouveau entièrement consacrée à des questions personnelles qui avaient déjà été réglées provisoirement. Je suis tout prêt à partager votre espoir qu'à l'avenir le camarade Neumann travaillera avec nous. Mais, en prenant sur vous d'imposer le camarade Neumann, qui avait quitté l'organisation de façon si irréfléchie et si inacceptable, vous avez commis une erreur qui a pesé d'un poids non négligeable dans le mauvais déroulement de la conférence. Il fallait réserver cette question personnelle à un avenir plus serein. Je vous avais donné mon avis très franchement et très fermement avant la conférence et bien sûr les résultats ne sont pas de nature à modifier mon opinion.

En Saxe, les choses prennent une tournure plutôt réjouissante. Comment la situation va-t-elle évoluer maintenant ? Peut-on espérer que le travail sera poursuivi ?

Je ne comprends absolument pas comment on peut accepter le vote par mandats pour une organisation révolutionnaire. C'est la négation la plus criante de la démocratie. La conférence est convoquée pour analyser ensemble des problèmes et se convaincre mutuellement. Cela suppose l'égalité de droits. Si l'un dispose de 30 voix et l'autre d'une seule, la conférence perd tout son sens. C'est un mode électoral ploutocratique pour un Etat et bureaucratique-trade-unionniste pour le mouvement ouvrier. En Angleterre, on ne prend pas en compte les voix des délégués mais le nombre de membres cotisants qu'ils représentent. Mais c'est la première fois que j'entends parler de l'utilisation de ce type de scrutin par une organisation révolutionnaire.

Le camarade Senine m'a lui-même proposé, il y a quelque temps, de m'écrire chaque semaine. Il semble qu'il ait saisi cette heureuse initiative pour cesser totalement d'écrire.

Quels sont vos projets pour l'avenir proche ? Restez-vous à Paris ? Que fait Senine ? Comment va le groupe juif ?

Sur la situation en Autriche

6 décembre 1930

Cher ami¹⁵,

Je suis obligé de dicter cette lettre, parce que la consommation énergétique de plasmachine influence tellement les nerfs que je ne suis pas capable de manier pour l'instant la plume.

Je veux vous entretenir un peu sur la question autrichienne. L'Autriche, c'est le seul pays où les organisations oppositionnelles restent aujourd'hui plus ou moins intactes. L'expérience nous a montré que les groupements "historiques" de l'Opposition se sont totalement usés pendant 1924-28. Nous avons dû recommencer en France en écartant les vieux groupes conservateurs, passifs, et surtout habitués à leur propre misère. Les groupes d'Amérique, d'une origine récente se démontraient beaucoup plus viables que le "vieux" groupe en Belgique. Nous avons perdu pas mal de temps dans ce pays-ci en essayant d'aider le vieux groupe de se développer normalement. Cette perte de temps fut plus ou moins inévitable, mais la leçon est claire; pour faire des progrès en Belgique, on a besoin d'une nouvelle sélection. Nous voyons plus ou moins le même phénomène en Italie. Le vieux groupe bordiguiste est extrêmement conservatif, et on ne sait qu'est ce qu'il va devenir. Je ne crois pas pour ma part que ce groupe pourra sortir de l'impasse sans des crises intérieures et, peut-être, des scissions. De l'autre côté, la Nouvelle Opposition Italienne, d'origine toute récente, nous est beaucoup plus proche et beaucoup plus capable de collaborer avec nous efficacement. En Allemagne, nous avons dû aider la minorité du Leninbund d'en sortir et de s'unir avec le reste regroupé de l'Opposition de Wedding pour faire le premier pas en avant. L'Opposition allemande, d'ailleurs, n'a pas encore trouvé ni son organisation, ni sa direction. Mais c'est une grande question dont on devra s'occuper ultérieurement.

A l'instant, je ne veux parler que de l'Autriche, où les deux groupes "*Arbeiterstimme*" et "*Mahnruf*" (le troisième n'existe plus, heureusement) restent encore plus ou moins intacts. Nous les connaissons. Vous, par le contact personnel. Moi, par la lecture de leurs organes et par la correspondance abondante. Le groupe de Frey est un peu plus solide comme organisation, qui a à peu près une centaine d'ouvriers. Ce groupe est purement autrichien, ne s'intéresse que de l'histoire de ses propres luttes, n'a aucune éducation internationale, n'a jamais cherché de liaisons internationales. Vous le savez par votre conversation avec Frey. Il n'a pas changé depuis. Il se couvrait (sic) tout de suite, avec une certaine sincérité, du nom de l'Opposition russe, pour avoir quelque point d'appui dans son activité intérieure. Pas plus que cela. Il insistait même sur la nécessité du rôle dirigeant de l'Opposition russe. Il a voulu enfin introduire ce credo dans la plate-forme (ce qui est presque incroyable), - mais à cette condition non inscrite: qu'on le déclare représentant authentique de l'Opposition internationale, qu'on le protège et qu'on ne s'immisce pas dans ses affaires intérieures. Pendant ces deux années, il a trois ou quatre fois changé son attitude envers l'Opposition russe, et puis internationale, en prenant chaque fois comme prétexte quelques opinions que je lui avais exprimées dans ma lettre ou quelques propositions que je lui ai faites. Pour l'entraîner sur le terrain international, je lui proposais maintes fois d'écrire tel ou tel article pour la presse internationale. Il n'a jamais réagi sur cette proposition.

L'autre groupe, "*Mahnruf*" se distingue du premier par la plus grande faiblesse. A peu près 7 cdes à Vienne et une vingtaine à Graz. C'est toute l'organisation comme résultat de l'activité de (illisible - NDT) dernières années. Le groupe de Graz paraît un groupe purement local, sans aucun intérêt pour l'Opposition internationale. Cela se reflète distinctement dans le journal. Il est composé de deux parties absolument différentes, des articles politiques dans le sens de l'Opposition de gauche, qui peuvent être écrits à (illisible - NDT), Berlin ou n'importe où; et puis la correspondance ouvrière est tout à fait terre à terre. Le journal ne peut pas se nommer "*journal communiste de l'Opposition de gauche*", il s'appelle: "*organe du peuple travailleur*". *Mahnruf*, lui aussi a changé pendant la dernière année son attitude envers l'Opposition internationale. Il prêchait pendant quelque temps le bloc avec l'opposition de droite. Puis on nous a expliqué que ce changement de 180° est intervenu comme résultat du fait qu'un camarade est parti et l'autre venu. Cela caractérise suffisamment la faiblesse absolue du groupe, dont la petite base à Graz a un intérêt pour son journal local, mais aucun intérêt pour l'Opposition internationale.

Vous connaissez la récente histoire avec Keramayer, qui travaillait jusqu'au septembre (sic) avec le groupe "*Mahnruf*" et puis passa chez Frey. Au moment de cette rupture le groupe "*Mahnruf*" l'a déclaré agent et mouchard des fascistes, en accusant en même temps le groupe Frey de protéger ce mouchard en pleine connaissance des choses. On peut facilement s'imaginer quelle impression doit produire une accusation pareille chez les ouvriers, étant donné que les deux groupes en cause se déclaraient en même temps appartenant à l'Opposition internationale de gauche. Pour démontrer son accusation, le groupe "*Mahnruf*" n'avait rien sauf sa "conviction". Au lieu de chercher des preuves, au lieu de prévenir de ses soupçons le groupe de Frey ou le Bureau International, le groupe "*Mahnruf*" a lancé ses accusations dans la presse avec une légèreté absolument criminelle envers les règles élémentaires d'une organisation révolutionnaire, et envers les intérêts de l'Opposition internationale. Dans les luttes entre les bolcheviks, mencheviks et S.R., des choses pareilles auraient été absolument impossibles, et les auteurs des manœuvres pareilles auraient été exclus impitoyablement par l'initiative de l'organisation à laquelle ils appartenaient.

L'accusé propose une commission de contrôle. Une proposition tout à fait naturelle. "*Mahnruf*" refuse, ce qui double et triple ses fautes. Alors, on s'adresse au tribunal bourgeois. Si l'Opposition internationale n'existait pas, cet appel serait compréhensible, après le refus de "*Mahnruf*" de régler la question normalement. Mais Frey oublie l'existence de l'Opposition internationale. Cet incident caractérise les deux groupes comme politiquement et moralement très loin de nous, sans aucun intérêt pour l'Internationale et sans l'éducation révolutionnaire la plus élémentaire.

J'ai proposé d'unifier les deux groupes sur une plate-forme sommaire non parce qu'on a pu espérer par ce procédé aboutir à une organisation solide, mais on a pu espérer que la lutte pitoyable et indigne entre ces deux groupes va cesser et que la sélection nécessaire va se produire successivement sur la base de l'activité soutenue et contrôlée par l'Internationale. J'ai voulu de ma part proposer au Bureau International de poser, même à l'organisation unifiée des conditions assez précises concernant le régime intérieur et aussi le rapport avec l'Internationale. Maintenant, cette proposition est devenue inopérante. Sans attendre

¹⁵ Lettre à A. Rosmer

même la décision du bureau, Frey a déclaré mon attitude et celle du cde Naville comme partielle en faveur de ses adversaires et a carrément rompu avec l'Internationale.

"*Mahnru*", de son côté, m'accuse de partialité en faveur de Frey et emploie tous les efforts pour créer une plate-forme qui, sans refléter la vraie activité de "*Mahnru*" doit avoir le seul avantage d'être inacceptable pour l'autre groupe. Pour que la place laissée par le troisième groupe ne soit pas vide, un nouveau groupe s'est détaché de Frey, l'attaque avec la même vigueur, avec laquelle les mêmes camarades le défendaient hier et traitent l'organisation internationale comme un instrument secondaire, qui n'est bon que comme arme dans ces luttes mesquines et dégoûtantes.

La misère du communisme en Autriche se reproduit dans la soi-disant Opposition de gauche. Les deux groupes ne sont point capables de se développer, "*Mahnru*" moins encore que "*Arbeiterstimme*". La longue série des tentatives de notre part, la correspondance qui dure presque deux années, les visites des camarades étrangers, les récents efforts de notre part - tout cela n'a abouti à rien, la situation reste plus misérable que jamais et tous ces éléments ne font que nous compromettre devant les ouvriers autrichiens. Ce serait absolument dangereux d'admettre un de ces groupes dans nos rangs et de porter la moindre responsabilité pour leur activité stérile. La politique la pire, c'est de soutenir des fictions et opérer avec des valeurs inexistantes. Pour trouver dans l'avenir une saine base en Autriche, il faut reconnaître ce qui est: nous ne pouvons rien faire en Autriche avec ces éléments rompus dans les petites intrigues, usés et démoralisés, qui essayent même de transporter leurs mœurs sur l'organisation internationale. Je ne vois d'autre décision pour nous que renoncer à toute responsabilité pour les groupes dits oppositionnels en Autriche, c. à d. reconnaître le fait qu'ils n'appartiennent pas à notre organisation internationale. Cette décision pourra être reprise, mettons au mois de juillet 1931, dans six mois, si la situation y change, c. à d. si les groupes en question peuvent apprendre quelque chose.

Nous avons perdu en Belgique la direction officielle de l'Opposition, mais nous avons gagné un groupe des ouvriers qui se combattaient non seulement contre Van Overstraten mais aussi contre nous (sic). Le groupe de Charleroi nous récompense totalement pour la perte des intellectuels de Bruxelles. Je ne sais pas si nous trouverons pendant les six mois un groupe "Charleroi" en Autriche. C'est bien possible, car les deux groupes officiels ne font qu'écœurer les ouvriers révolutionnaires.

D'ailleurs la question autrichienne ne peut être résolue seulement dans le cadre de l'Autriche. Il s'agit de l'Opposition de langue allemande en général. Il s'agit de créer un mensuel théorique en langue allemande, de développer la partie allemande du Bulletin International, et d'aider les camarades allemands de créer un hebdomadaire politique. C'est dans ces conditions que la question autrichienne sera résolue comme "Anschluss" à la question allemande.

En somme, je propose d'ajourner la question "*Arbeiterstimme*" - "*Mahnru*" pour six mois en laissant les deux groupes en dehors de notre organisation et nous débarrassant ouvertement de toute leur activité néfaste. C'est une mesure d'autodéfense et de rétablissement révolutionnaire. Je fais cette proposition non officiellement pour m'entendre bien préalablement avec vous, mais je vous prie de donner votre réponse aussitôt que possible.

L'intervention au Landtag

décembre 1930

Cher camarade Seipold,

Je regrette fort que vous n'ayez pas réagi immédiatement à la proposition que je vous ai faite il y a longtemps de collaborer à la rédaction de votre discours. Dans votre dernière lettre, vous répétez que vous ne voudriez pas prendre sur mon temps. Mon temps, comme le vôtre, est consacré à travailler pour le communisme. Je perds vraiment beaucoup de temps pour des querelles internes, en Autriche et en Allemagne, qui ne peuvent que nous compromettre tous. La voilà, la véritable perte de temps. Mais collaborer à l'élaboration d'un discours sur nos principes fondamentaux, ce n'est pas perdre du temps, mais en gagner.

Venons-en au fait: j'avais pensé à un discours de caractère programmatique général, comme on a coutume de les tenir dans les parlements lors du vote du budget ou du vote de la confiance au gouvernement. Je ne suis pas très au fait des habitudes du Landtag de Prusse et je ne me rends pas bien compte de ce que l'on peut inclure dans un tel discours.

1. Ne pourrait-on faire entrer le thème de la collaboration économique entre l'Allemagne et la Russie soviétique dans le cadre des points figurant à l'ordre du jour du Landtag ? Il faudrait, si c'est possible, développer cette question devant le Landtag de Prusse du point de vue de la lutte contre le chômage. Cela ferait une question en soi, mais on pourrait tout de même au moins aborder dans ce contexte la situation internationale (le complot impérialiste international contre l'U.R.S.S. etc.). Si cela vous convient, je vous ferai parvenir quelques indications écrites d'ici quelques jours après réception de votre réponse,
2. Pourrait-on profiter d'un des points quelconques de l'ordre du jour pour tenir un discours purement politique, disons dans le sens de ma contribution sur les événements récents en Allemagne (élections au Reichstag, la vague national-socialiste, le sort futur du Landtag de Prusse dans cette situation, etc.) ? Elaborer les idées générales d'un discours politique sur les positions d'actualité.
3. Ne pourrait-on aborder et développer séparément la question de la menace de guerre ? Ce serait peut-être plus difficile car la Prusse ne traite guère de ces questions.

D'ailleurs, connaissez-vous seulement l'ordre du jour de la prochaine session ? J'attends la réponse aux questions que je vous ai posées et j'agirai alors en conséquence.

Les informations concernant votre travail en province et nos succès locaux sont très rassurantes. Mais il est bien triste que l'on n'ait aucun succès à enregistrer à Berlin. Il est très symptomatique que la direction n'ait pas trouvé le temps de se préoccuper de votre intervention au Landtag. C'est pourquoi il faut accorder une importance d'autant plus grande à cette intervention. Cela peut renforcer l'autorité de l'Opposition, lui permettre de tisser des liens nouveaux dans le pays et accélérer ainsi le processus de sélection des éléments véritablement dévoués à la cause. Et c'est cela qui est essentiel pour une organisation vraiment révolutionnaire.

8 décembre 1930

Monsieur le Recteur,

Je me permets de solliciter votre bienveillance dans l'affaire suivante:

M'adonnant à des travaux scientifiques et littéraires, je me heurte constamment à des grandes difficultés pour me procurer les documents qui me sont nécessaires. Etant donné l'absence de bibliothèques publiques ou privées ouvertes au public, en-dehors de la bibliothèque universitaire, je me permets de vous demander de bien vouloir me permettre d'utiliser la bibliothèque de l'Université.

Je sais bien qu'en règle générale, la bibliothèque de l'Université est réservée aux professeurs et aux étudiants, mais j'ai appris par ailleurs que vous-même, Monsieur le Recteur, compte tenu de l'absence de toute autre institution scientifique "extérieure" accordez l'autorisation d'utiliser la bibliothèque universitaire aux personnes dont les travaux vous paraissent être d'un caractère d'utilité générale et scientifique.

Le drame sur Brest-Litovsk

9 décembre 1930

Cher camarade Pfemfert,

J'espère que vous êtes maintenant tout à fait rétabli ou au moins en bonne voie? En tout cas, la dernière lettre d'Aleksandra (Ilichna) est très rassurante.

Je voulais vous renvoyer l'œuvre de charlatan sur Brest-Litovsk sans même l'avoir lue, mais il y a quelques jours, par hasard, j'en ai tout de même survolé environ dix-quinze pages. Cette "chose" m'a fait la plus mauvaise impression. C'est non seulement un ramassis de phrases hors-contexte, mais, de plus, elles sont déformées de façon misérable, dans un but bien précis. Un seul exemple: je me souviens par hasard que, dans mon livre sur la littérature, j'avais écrit, à propos d'un esthète d'origine juive russe nommé Andreï Levinson, que la moindre puce d'un paysan russe valait mieux que le ramassis esthético-éthique qu'il appelle "culture".

Je fondais mon jugement sur la description d'un voyage que nous avait livré ce distingué parasite, au cours duquel il était entré en contact étroit dans un camion, avec des paysans et leurs puces. Et ce malotru déforme ma phrase en lui faisant dire que, selon moi, lorsqu'il s'agit de la guerre, la puce d'un paysan serait plus importante que toute la culture russe. Cette phrase n'a absolument aucun sens, car, dans le contexte, la puce signifiait que la culture du peuple russe, aussi misérable soit-elle, avec ses puces, etc... , était tout de même, en raison des possibilités et potentialités, de niveau plus élevé que la pseudo-culture de Levinson et de ses semblables.

Tout le reste que j'ai pu en lire est tout aussi malhonnête. Je reste sur mon opinion première: il faudrait une loi pour protéger les travailleurs intellectuels de telles falsifications. Quoi qu'il en soit, la chose est réglée dans la pratique, puisque cela tombe à l'eau.

Où en est le procès ? Il devait bien commencer le 4. A-t-il été reporté ?

Le Bulletin International

décembre 1930

Chers camarades,

Le fait que le numéro 2 du Bulletin international, presque totalement préparé il y a plus de six semaines, ne soit pas encore paru, démontre que les obstacles qui empêchaient la parution du bulletin en général n'ont pas été écartés.

Comme représentants à l'étranger de l'Opposition russe, nous sommes obligés de vous aviser que nous considérons cette situation comme absolument intolérable: l'absence de l'organe international, malgré la pleine possibilité de le faire paraître durant ces derniers dix-huit mois, est la source la plus importante non seulement du développement trop lent de tel ou tel pays, mais aussi des fautes, déviations et luttes intestines superflues dans telle ou telle section. Nous vous demandons donc d'expliquer officiellement:

- a) quels sont les obstacles concrets qui ont empêché cette fois-ci la parution du n°2 du bulletin qui aurait dû paraître depuis plusieurs semaines.
- b) quelles mesures ont été prises pour assurer sa parution régulière.
- c) est-ce que, dès maintenant, le secrétariat administratif prend sur lui la responsabilité d'une parution régulière ?
- d) quelle aide vous est nécessaire de notre part et de la part des sections et groupes pour le succès du bulletin.

Il n'est pas nécessaire de répéter que le groupe de Prinkipo est tout à fait prêt à partager votre travail dans la plus large mesure.

Naville et le Bulletin International

(9 décembre 1930)

Cher camarade Mill,

Je vous écris sur le cas Naville, en vous donnant l'autorisation d'utiliser cette lettre s'il y en a besoin.

Votre information n'a été pour rien dans ma lettre à Naville. Je suis habitué à la politique de m'orienter selon les faits. Or le fait décisif était la non-parution du n°2 du Bulletin international presque complètement préparé collectivement ici. Vous vous en souvenez, j'en suis sûr, nous avons dit qu'ici nous étions prêts à faire au moins la moitié du travail pour le Bulletin.

L'histoire avec le bulletin en général dure depuis huit mois déjà, sans compter le temps précédant la conférence d'avril. J'ai écrit au camarade Naville là-dessus un grand nombre de lettres. Je lui ai expliqué ma conviction qu'on peut compromettre totalement l'opposition par des pareils procédés. Je n'ai reçu que de vagues explications, que le camarade Naville est accablé de travail. Sans ménager mon temps, j'ai essayé de nouveau dans des lettres réitérées, d'expliquer que la cause de milliers et de milliers de camarades dans les différents pays, que nous concevons comme celle du prolétariat, ne peut dépendre du fait que le camarade Naville est ou non accablé de travail. La règle, dans le travail révolutionnaire, c'est de donner sa démission quand on n'a pas la possibilité d'accomplir son devoir. Pour ma part, je trouve que c'est le seul cas où la démission est légitime. J'apprécie sincèrement les qualités du camarade Naville, mais je ne crois pas que notre organisation internationale, un instrument d'une si grande importance, puisse dépendre exclusivement du camarade Naville.

Or notre entente à Prinkipo sur le n°2 et 3 du Bulletin, était la conclusion d'un passé assez chargé dans cette question, et ce passé même m'a donné le droit de croire que cette fois-ci au moins, la décision prise en commun de faire paraître le numéro 2 dans deux semaines au maximum, allait être réalisée. On l'a annoncée aux autres sections pour se débarrasser de ce déplorable passé; on a créé une nouvelle organisation et on a donné aux camarades les plus inquiets, c'est-à-dire les plus intéressés, de l'Opposition, l'assurance que tout sera dorénavant en règle, etc. Je ne veux pas souligner le fait qu'au moment de son départ, Naville a répété de sa propre initiative qu'il n'y aurait plus maintenant de sa part de manquements, qu'il allait soutenir une correspondance intense avec le groupe de Prinkipo pour faire marcher le bulletin. La non parution du n°2 du bulletin, l'absence d'une seule lettre explicative du camarade Naville (il a seulement écrit au camarade Frankel qu'il est "*accablé de travail*"), ce sont des faits absolument suffisants en eux-mêmes pour la conclusion que j'en ai tirée.

Perte de temps par une négligence impardonnable dans une question aussi importante, et surtout faire perdre le temps des autres, y compris nous ici, qui sommes tout à fait prêts à faire marcher le bulletin à condition qu'on ne l'empêche pas de manière aussi systématique - cette perte de temps est en petit la même chose que l'attitude passive et expectative des brandlériens en 1923; les dimensions sont différentes, la méthode la même.

Le camarade Naville a été indigné de la lettre privée que je lui ai écrite, étant pour ma part tout à fait indigné de son attitude. Je ne puis regretter d'avoir eu recours à une lettre privée dans un cas où j'avais le plein droit - après les tentatives vaines qui durent depuis plus d'un an - de l'adresser ouvertement et directement à l'organisation avec l'exposé des faits. Le seul reproche que je puisse me faire, c'est d'avoir trop longtemps ajourné l'intervention officielle par des tentatives d'explication personnelle dont ma lettre du 25 novembre était la dernière tentative, tout à fait superflue, je l'avoue.

Je ne puis que féliciter le camarade Naville, s'il fait un emploi officiel de ma lettre à lui. Dans ce cas, je communiquerai à l'organisation à laquelle il va s'adresser toute la correspondance échangée entre moi et lui, pour faire voir aux camarades que, malgré le fait que j'aie aussi du travail à faire, je me suis donné la peine d'essayer de persuader le camarade Naville de l'importance du travail international et son urgence, plus qu'il n'en aurait fallu pour régler la question du bulletin international.

Sur Urbahns

9 décembre 1930

Cher camarade Mill,

1 . Je vous envoie ci-joint une lettre à propos de Naville; pour l'instant, je ne lui envoie pas de copie, car je vous prie de n'utiliser cette lettre qu'au cas où Naville s'aviserait de soulever officiellement cette question. Dans ce cas, j'enverrais aux camarades toute ma correspondance avec lui, qui pourrait remplir tout un livre, pour leur montrer combien d'efforts il nous a fallu dépenser pour atteindre le moindre pas en avant.

2 . Concernant Urbahns: les opinions du camarade Well, que vous me communiquez dans votre lettre, me donnent une fois de plus l'occasion de souligner ce qu'il y a d'irréaliste et de dangereux dans cette perspective. Il ne s'agit pas seulement du camarade Urbahns et de ses convictions personnelles, fort difficiles à faire évoluer. La correspondance que j'ai menée avec lui me l'a amplement démontré, il s'agit avant tout de ses partisans, qui sont éduqués dans la plus effrayante confusion et sont, pour une certaine partie tout au moins, fortement imprégnés de nationalisme. J'ai reçu une lettre d'une unité de province, à laquelle j'ai d'ailleurs répondu, et elle était entièrement basée sur l'opposition entre "*le point de vue allemand et les lunettes russes*". Ce n'est pas un hasard. Le *point d'honneur* d'Urbahns réside dans sa volonté de libérer le prolétariat allemand des "*lunettes russes*" et il a transposé ses efforts en ce sens dans notre organisation internationale.

A propos, dans le n°60 du *Volkswille*, les choses sont présentées comme si Urbahns avait été exclu de l'organisation internationale. Nous aurions peut-être été contraints d'en arriver là, mais il trompe tout de même ses lecteurs sur la réalité des faits. Il était formellement invité à la conférence internationale, mais il n'a pas donné suite à l'invitation et, dans son journal, il a répondu à la question en l'éludant et en utilisant la ruse, dans le but de tromper les travailleurs qu'il influence. Je crois qu'il est pour nous du plus grand intérêt de démasquer ce nouveau mensonge de sa part dans le Bulletin. S'il est vraiment en voie de redressement, les coups de fouet ne peuvent que l'inciter à persévérer.

La conférence belge

9 décembre 1930

Cher camarade Vereeken,

On m'écrit de Paris sur la conférence des groupes belges qui marchent avec l'Opposition internationale et on annonce votre participation à cette conférence. Je vous saurais gré de recevoir votre appréciation de la situation et de ses perspectives. L'Opposition belge doit coûte que coûte sortir de l'impasse.

Avez-vous quelques points d'appui dans votre syndicat ?

L'Opposition russe et la question chinoise

10 décembre 1930

Cher camarade Shachtman,

C'est hier seulement que j'ai reçu du camarade Naville des extraits de votre lettre à propos de la question chinoise. J'y réponds très brièvement:

1 . Vous avez tout à fait raison quand vous soulignez que l'Opposition russe, dans la deuxième moitié de 1927 encore, n'exigeait pas ouvertement le retrait du Guomindang. Je crois pourtant que j'ai déjà commenté ce fait publiquement quelque part.

Personnellement, depuis le tout début, c'est-à-dire 1923, j'étais résolument opposé à l'entrée du parti communiste dans le Kuomintang comme à l'admission du Kuomintang dans le Komintern . Radek a toujours été avec Zinoviev contre moi. Les jeunes membres de l'Opposition de 1923 étaient avec moi comme un seul homme ou presque. Rakovsky était à Paris et pas assez informé. Jusqu'en 1926, j'ai toujours voté de façon indépendante au bureau politique sur cette question, contre tous les autres. En 1925, en même temps que les thèses sur le chemin de fer chinois oriental, j'ai une fois de plus présenté la proposition formelle que le parti communiste quitte tout de suite le Kuomintang. Ce fut rejeté à l'unanimité et joua un grand rôle dans le harcèlement ultérieur.

En 1926 et 1927, j'ai eu sur cette question des conflits continuels avec les zinoviévistes. Deux ou trois fois, on en est arrivé au point de rupture. Notre centre était formé approximativement d'un nombre égal de membres des deux tendances alliées car il n'était après tout qu'un bloc. Au vote, Radek a trahi la position de l'Opposition de 1923, par principe, et Piatakov par manque de principes. Notre fraction était furieuse et exigeait que Radek et Piatakov soient révoquée du centre. Mais comme c'était de scission avec les zinoviévistes qu'il s'agissait, la décision générale fut que je devais me soumettre publiquement sur cette question et informer l'Opposition en écrivant mon propre point de vue.

Voilà pourquoi nous avons posé la question si tard, bien que le bureau politique et le plenum du CC aient toujours opposé mon opinion avec celle, officielle, de l'Opposition. Et je ne peux pas non plus dire avec certitude que j'ai fait une erreur en me soumettant formellement là-dessus. En tout cas, cette erreur n'est devenue claire qu'avec l'évolution ultérieure des zinoviévistes. A cette époque, la scission avec eux serait apparue à l'écrasante majorité de notre fraction comme tout à fait fatale.

Ainsi le manifeste ne contredit nullement les faits quand il dit que l'Opposition russe, la vraie, était contre l'adhésion du parti communiste au Kuomintang. Sur des milliers d'emprisonnés, exilés etc..., il ne doit pas y en avoir un avec Radek sur cette question. Ce fait aussi j'y ai fait référence dans nombre de lettres, à savoir que la grande majorité des capitulards n'étaient pas fermes et sûrs sur la question chinoise et la question aglo-russe. C'est très caractéristique !

2 . A propos de l'Assemblée constituante, j'ai déjà abordé, il me semble, les questions que vous soulevez, dans une lettre aux camarades chinois. Si je ne me trompe, cette lettre est même parue dans *Militant*.

3 . Pour ce qui est de la question des Etats soviétiques, il est très difficile d'en parler "concrètement" depuis l'Europe sans avoir observé de près les conditions concrètes. Pour un manifeste international, ce que nous avons dit suffisait.

Sur La Vérité hebdomadaire**12 décembre 1930**

Cher camarade Molinier,

Je m'excuse de ne pas avoir répondu à vos lettres précédentes. Cela s'explique simplement par le fait que je suis en correspondance avec le camarade Mill qui doit vous tenir au courant. Cette fois, je tiens beaucoup à vous dire que la question de La Vérité est pour l'instant la plus importante de toutes, du point de vue français comme international. Il faut faire tous les efforts pour soutenir La Vérité hebdomadaire. Je regrette beaucoup de ne pas pouvoir y contribuer pour l'instant.

Vous voyez que le groupe Frey, quoique plus sérieux que le groupe *Mahnraf* s'est démontré tout de même comme un groupe "autrichien" de trop. Je crois qu'il faut les laisser tous à leur propre sort pour un temps indéfini, en dégageant notre responsabilité de la manière la plus catégorique.

Les deux numéros des journaux grecs produisent une impression solide. Malheureusement, on ne rend pas compte du contenu.

Et les amis hongrois ? Et leur bulletin étranger ?

Sur un livre de Kerensky

14 décembre 1930

Cher maître,

Je viens d'entrer en possession du document de la plaignante daté du 3 décembre et adressé au tribunal de Dresde, 4^e cour civile. Tout en supposant et sachant même avec certitude que je ne vous apporte pas d'éléments nouveaux, je tiens tout de même pour nécessaire d'éclaircir de mon point de vue certains points de ce curieux document et de rectifier certains faits importants.

1 . A la première page, on trouve l'affirmation suivante: *"Ce n'est pas la première fois que l'accusé prend contact avec un éditeur; au contraire, le tribunal est certainement informé qu'il a remis des ouvrages à des éditeurs et il semble même qu'il ait fait des expériences infructueuses avec un éditeur (les éditions Avalun)".* A l'exception de la maison d'édition social-démocrate de Dresde en 1908, je n'ai pris contact avec aucun éditeur capitaliste européen jusqu'à la visite de Mr. Schumann à Constantinople. J'ai mis mes livres à l'entière et libre disposition des éditeurs, n'ai souscrit aucun contrat, perçu aucun droit d'auteur. C'est depuis l'Amérique que les éditions Avalun avaient acquis les droits et publié le livre sans que j'en sois informé (à cette époque, j'étais exilé en Asie centrale). Le rédacteur du document savait certainement par Mr. Schumann que c'est précisément ce dernier qui a attiré mon attention sur la publication d'Avalun et que je lui ai appris n'avoir pas perçu pour ce livre le moindre droit d'auteur et n'en réclamer aucun. Mr. Schumann affirma à plusieurs reprises que les éditions Avalun étaient une maison d'édition capitaliste et qu'il lui semblait fort étrange que je ne défende pas mes intérêts. Ce n'est qu'alors que j'acceptai finalement de charger Mr. Schumann de la défense de mes intérêts vis-à-vis des éditions Avalun.

2 . Le document dans son ensemble est bâti sur un décalage constant de la question dans son ensemble. Il m'attribue une étrange *"susceptibilité"* et *"un point de vue exceptionnel"*, à propos des droits d'auteur, etc. Il présente l'affaire comme si j'exigeais de la maison d'édition qu'elle ne publie que *"les auteurs qui me sont sympathiques"*. Mais il ne s'agit nullement de sympathies politiques ou personnelles, pas plus que d'accord idéologique. Il serait totalement absurde de poser de telles exigences à une maison d'édition qui n'est pas celle d'un parti et ne tente pas de se présenter comme telle. Il s'agit de tout autre chose: la maison d'édition a publié un livre de Kerensky dans lequel celui-ci présente les dirigeants bolcheviques, particulièrement Lenine, mais aussi moi-même, directement nommé page 309, comme des agents de l'Etat-major allemand, comme des agents stipendiés du gouvernement Hohenzollern, et dans lequel il relie toute notre activité politique cette caractérisation. Je conteste catégoriquement qu'il faille posséder une susceptibilité particulière à un point de vue exceptionnel sur la plus élémentaire dignité humaine pour considérer comme inacceptable, sur le plan politique et moral, que le même éditeur publie et recommande au public les œuvres de deux auteurs, dont l'un déclare que l'autre, le révolutionnaire, a vendu ses services à l'Etat-major des Hohenzollern.

3 . Une phrase à la page 3 montre bien à quel point ce document dévie du cœur de l'affaire: *"Il est curieux que ce soit précisément de Kerensky que l'accusé ait pris ombrage et non de Stresemann"*. Il n'y a rien de curieux là-dedans, car, dans le livre de Stresemann, il n'y a pas d'injures personnelles contre les dirigeants du bolchevisme. De plus, sous la plume d'un auteur extérieur aux faits, elles ne pourraient être qu'une forme de répétition des affirmations de Kerensky, qui en constitue la source première. A cela s'ajoute un petit détail: Kerensky dirigeait le gouvernement qui m'a maintenu en prison, puis, à la tête des soviets, j'ai ensuite fait arrêter le gouvernement Kerensky. Tel n'était pas en tout cas l'état des relations entre Stresemann et moi. De sorte qu'il ne peut nullement être question d'étrangeté ni d'un excès de susceptibilité si j'accorde une importance particulière au livre de Kerensky.

4 . La totalité des quatre pages des documents n'est constituée que de répétitions et de déviations constantes de la question. Le document parle de *"critique envers le système du bolchevisme"*, de *"maximes politiques de l'auteur"*, etc. et se conclut en exhortant le tribunal à *"ne pas respecter la susceptibilité d'un dirigeant bolchevique plus que celle de toute autre personne"*.

Je serais certes bien mal venu d'élever de telles prétentions, et je ne le fais en aucun cas. Mais il est d'autres faits qui, eux, existent de façon inébranlable. Dans son prospectus qu'il m'a soigneusement caché, Schumann écrit entre autres à propos du livre de Kerensky: *"Il dévoile que Ludendorff a financé et aidé Lenine, qu'il a fondé la domination bolchevique. On assiste ainsi, comme dans un film, à la trahison de tous envers tous"*. Et c'est le même éditeur qui, après avoir affirmé cela, non plus au nom de Kerensky mais en son nom propre, s'en va rendre visite à Trotsky et lui remet le livre qu'il a écrit sur Liebknecht avec la dédicace suivante: *"A Trotsky, le Grand, avec ce même sentiment de respect et d'admiration qui m'a guidé dans la rédaction de ce livre sur Liebknecht. Remis par l'auteur. Istanbul, le 25 mars 1930"*. Puis il s'apprête à recommander au public les livres de Trotsky, c'est-à-dire d'un homme présenté dans un ouvrage édité et vanté par cet éditeur comme un mercenaire à la solde du quartier-général allemand. Le document enfonce des portes ouvertes en insistant sur le fait que l'éditeur ne s'identifie pas aux tendances politiques des livres qu'il publie. Mais il faut contester avec énergie qu'un éditeur puisse se permettre de publier les livres d'un auteur qu'il injurie lui-même dans son propre prospectus en le présentant comme indigné, tout cela parce que s'offre une autre affaire commerciale. Cette question fondamentale n'est pas même abordée dans le document.

5 ., Le document met en doute mon affirmation selon laquelle *"je n'ai pas lu le prospectus en question"* (p.3), et remarque à ce propos: *"le tribunal n'ose pas entériner cette affirmation"*. Et pourtant les faits établissent avec une certitude irréfutable que je n'ai pas lu ce prospectus.

Mr. Schumann a lui-même admis m'avoir caché l'existence du livre de Kerensky, non pas par hasard mais *"pour des considérations de tact"* (la *"susceptibilité"*, de même que la conception *"exceptionnelle"* du tact n'étaient pas cette fois en tout cas du côté de l'auteur, mais bien de l'éditeur). Si j'avais lu le prospectus avec son compte-rendu ci-dessus, comment Mr. Schumann aurait-il pu ensuite faire état de ses conceptions personnelles du tact ?

Plus encore. Dans sa lettre du 16 mai 1929 (c'est-à-dire plusieurs mois plus tard), si Mr. Schumann se réfère à tout propos à sa dédicace de son livre sur Liebknecht, soulignant ainsi évidemment l'importance de cette dédicace dans nos relations, il affirme pour la première fois que le contenu du livre de Kerensky lui semble tout à fait inconvenant et qu'il a donné l'ordre à son service de publicité de pousser le livre aux oubliettes. Sans revenir ici sur les devoirs de l'éditeur, point que Mr. Frankfurter a traité de façon exhaustive, je voudrais seulement soulever la question suivante: comment Mr. Schumann aurait-il pu émettre cette opinion

négative sur le livre de Kerensky et faire état de ses prétendues directives concernant la publicité à accorder à cet ouvrage, s'il n'avait eu la certitude absolue que j'ignorais absolument tout de son prospectus et de ses louanges en faveur du livre de Kerensky (portant précisément sur ce point fondamental).

Voilà tout ce que j'avais à dire à propos de ce document.

La situation en Italie

15 décembre 1930

Cher camarade Torino¹⁶,

1) Je vous remercie par avance pour l'aide que vous me promettez dans votre lettre du 4 décembre. Je veux profiter de cette occasion (la polémique contre Sforza) pour élargir en général ma connaissance avec l'histoire d'Italie pendant ces dernières décennies et avec sa vie politique actuelle. S'il y a là-dessus des livres français dignes d'être lus, indiquez-les au camarade Mill et j'arrangerai avec lui le côté pécuniaire (l'achat, etc.). Même un ou deux livres en italien seraient désirables, mais comme un cas exceptionnel, parce que je lis l'italien à peine.

2) Je vous remercie de même pour le sténogramme du discours de Santini et pour les explications que vous lui donnez dans votre lettre et dont je comprends tout à fait l'importance. Ce n'est pas pour m'ériger en juge que je voulais avoir ce document, mais seulement pour mieux me renseigner sur ce qui se passait et pour ne pas être pris à l'improviste par quelque adversaire et même "ami" malveillant (comme il y en a toujours).

Je regrette beaucoup l'interruption de notre correspondance qui avait assez heureusement commencé. La situation de la Nouvelle Opposition Italienne est tout à fait exceptionnelle et pas facile. Vous n'avez devant vous que l'émigration italienne et elle est déjà suffisamment travaillée, divisée, encadrée et même usée. Vous ne pouvez pas faire de grandes conquêtes dans ce domaine. La liaison avec le pays est difficile. Le discrédit du parti officiel, vous l'avez eu comme héritage involontaire avec la scission. Vous ne pouvez pas puiser directement à la source de la jeunesse. Tout cela crée pour vous pour un certain temps, peut-être prolongé, la situation d'un groupe de propagande. Je ne le dis pas, vous le comprenez, pour semer le "pessimisme", mais seulement pour envisager la situation comme elle est en réalité. Or je crois que votre petit groupe a devant lui un second domaine d'activité, le domaine international et c'est de cela que je voudrais vous entretenir.

Il y a eu des protestations contre l'idée d'attirer la N.O.I. au travail international: elle serait trop jeune, trop peu vérifiée à l'expérience, etc... On ne peut contester toute valeur à cet argument mais la question du stage ne doit pas être prise formellement. Nous avons de "vieux" oppositionnels qui n'ont jamais participé au mouvement prolétarien, qui ne savent pas ce qu'est le parti, etc. L'Opposition de 1923-24, nationalement séparée, inactive, nourrie d'une critique abstraite et souvent fausse (à la manière souvarinienne), s'était usée presque totalement pendant la période 1924-28. Aucun de ces "vieux" groupes en France ou ailleurs ne s'est démontré viable. Le remaniement idéologique et politique de l'Opposition de gauche ne pouvait se produire que sur les ruines des "vieux" groupes. Ce processus n'est pas terminé. Nous le voyons aujourd'hui en Autriche et jusqu'à un certain point en Allemagne, où les vieux préjugés et les méthodes d'un sectarisme assez stérile freinent le développement de l'Opposition. De l'autre côté, les groupes d'origine plus ou moins récente qui ont participé à la vie intérieure du parti au cours de la dernière période, se montrent beaucoup plus vifs et actifs. On peut faire la révision de toute notre petite Internationale pour trouver confirmée dans chaque pays la thèse que j'expose.

Dans ces conditions, le fait que les camarades dirigeants de votre groupe appartenaient jusqu'aux derniers mois non seulement au parti officiel mais à ses organismes centraux est pour nous un gros avantage. C'est pourquoi j'ai insisté pour que le camarade Souzo entre au Secrétariat International. La participation active et permanente de la N.O.I. à ce travail doit beaucoup aider à créer une organisation vraiment internationale, ce qu'on n'a pas réussi à faire jusqu'à ces temps-ci.

La décision formelle de créer un Bureau International, pas un bureau de discussion, mais d'initiative, d'impulsion, fut prise et même signée par cinq ou six camarades oppositionnels de différents pays, bien avant la conférence d'avril. Rien n'était fait. On se heurtait non à des difficultés matérielles mais aux préjugés plus ou moins nationaux, plus ou moins brandlériens: *"Il faut que les organisations nationales se fassent auparavant"*, etc. Mais comment peuvent-elles se faire sans une base idéologique internationale ? N'importe: on s'esquivait, on freinait, on gaspillait le temps.

La conférence d'avril, qui s'est réalisée après de grandes luttes intérieures est restée sans conséquences. La seule décision pratique, l'édition du Bulletin International, est restée sans application malgré le fait que nous possédons des forces internes plus que suffisantes pour cette besogne et les ressources financières ne manquent pas non plus. C'était toujours l'opposition sourde mais opiniâtre, nourrie par des préjugés opportunistes, par l'incompréhension du caractère essentiellement international de notre tâche historique, qui barrait le chemin. Ma correspondance avec le camarade Naville concernant cette question comme beaucoup d'autres, a été extrêmement ample, pour les seuls arguments en faveur du Bulletin International, on pourrait remplir quelques numéros. Et le résultat est tel qu'au lieu d'une douzaine de numéros nous n'en avons que deux dont le deuxième seulement commence à se rapprocher du type nécessaire. Cette perte de temps est impardonnable.

Pire encore. L'organisation internationale et le Bulletin sont tombés dans la dépendance absolue des luttes intérieures dans la Ligue, ce qui menace à chaque instant l'existence même de l'organisation centrale. Tout cela, ce sont des raisons supplémentaires pour l'importance de la participation de la N.O.I., participation inspirée par le point de vue vraiment internationaliste. Votre situation comme émigrés - l'émigration a aussi quelques avantages doit vous prédisposer pour cette fonction d'une importance historique.

Ce que je viens d'exposer ne veut aucunement diminuer l'importance aussi du point de vue international de la lutte intérieure dans la Ligue. Je crois que nous sommes arrivés à une bifurcation où chacun devra faire son choix et cela ne pourra pas rester sans conséquences aussi pour notre organisation internationale. Je suppose d'ailleurs que vous observez d'assez près le développement de la lutte et que vous pourriez me donner vos impressions, peut-être vos conclusions. J'indiquerai de mon côté cette fois-ci seulement que deux questions surtout (après beaucoup d'autres) m'ont démontré les causes profondes du malaise de la Ligue: la question du "tournant" et la question syndicale. Sur ces deux questions, j'ai envoyé hier au camarade Mill quelque documentation (trois copies de lettres). Cette documentation est naturellement à votre disposition. J'attendrai avec Intérêt votre réponse.

¹⁶ A. Leonetti (NDT)

Le voyage de Sedov à Berlin

16 décembre 1930

Cher camarade Pfemfert,

D'après ce que je lis dans votre message, les autorités compétentes de Berlin croient que mon fils se rend à la conférence internationale qui doit se dérouler le 16 décembre (c'est-à-dire aujourd'hui) à Berlin. Si je comprends bien, c'est la conférence des brandlériens avec lesquels mon fils n'a rien à voir. Sans parler du fait que mon fils ne possède pas la langue allemande et ne peut donc guère constituer un danger politique en Allemagne. Ce qui lui est nécessaire, c'est l'assistance des médecins allemands et cela lui a été de nouveau confirmé hier par les médecins d'ici.

Je vous prie de transmettre tous mes remerciements à M^e O.Cohn, pour l'empressement avec lequel il s'est occupé des affaires absolument apolitiques de mon fils. Je veux espérer qu'il réussira tout de même à obtenir une issue favorable à cette affaire subalterne mais pourtant très importante pour mon fils.

J'espère que vous allez bien, après le succès de votre opération. Je serais très heureux d'avoir bientôt de vos nouvelles.

La Fédération de l'Enseignement

18 décembre 1930

Je lis dans la V(ie) O(uvrière) du 12 décembre 1930:

"Les centristes dirigeants du syndicat des Hautes-Alpes écrivent pour résumer le congrès de Marseille: le congrès a défini une fois pour toutes le vrai syndicalisme. Le congrès a montré aux pseudo-révolutionnaires qui ne voient que les descentes de la route capitaliste et qui croient apercevoir la révolution à chaque détour du chemin, que cette fameuse "radicalisation" sur laquelle a roulé la discussion générale est encore loin d'être une réalité et que les quarante ans de paix sociale pourraient bien être singulièrement allongés" (signé collectivement: les partisans du bureau fédéral, Emancipation des Hautes-Alpes, n°37).

Je n'ai pas la possibilité de vérifier le texte, mais il m'apparaît bien vraisemblable, étant donné toute l'attitude de la Fédération de l'Enseignement. En tout cas, on ne trouve aucune critique de cette attitude dans La Vérité. Pire encore, les thèses du camarade Dommanget qui se basent totalement sur les documents de l'Enseignement sont acceptées, sans la moindre critique, par La Vérité comme la base des travaux de la conférence de l'Opposition Unitaire. Quand la V(ie) o(uvrière) qualifie les idées des "partisans du bureau fédéral" comme centristes, elle a tout à fait raison. Quel est le devoir des marxistes envers de telles déclarations ? De proclamer ouvertement que les porteurs des idées citées plus haut sont beaucoup plus loin de nous que la Vie Ouvrière.

Que signifie le mutisme permanent de La Vérité dans toute cette question décisive, malgré les instances de plusieurs camarades ? La protection des opportunistes syndicaux contre les idées et les critiques marxistes. Mais c'est précisément cela qu'exigent les "autonomistes" de toutes les couleurs: ne pas déranger leur opportunisme dans le domaine syndical.

Le mutisme de La Vérité qui accompagne la subordination de la Ligue à la Fédération de l'Enseignement dans le domaine syndical, signifie l'éducation de l'Opposition Unitaire dans la voie du Comité pour l'indépendance du syndicalisme, c'est-à-dire dans la voie de la C.G.T.

Mais cette attitude, si elle n'est pas chargée radicalement, aboutira inévitablement à la rupture avec le marxisme.

Danger en France

19 décembre 1930

Je considère de mon devoir d'attirer votre attention sur la situation en France. La politique fausse du groupe Naville contre lequel j'ai écrit dans ma lettre du 21 juin 1930, à toutes les sections, a évolué encore plus loin, mettant ce groupe en contradiction avec les principes de base de l'Opposition de gauche dans toutes les grandes questions.

La tentative de modérer les formes organisationnelles de la lutte à l'intérieur de la Ligue afin de développer la lutte idéologique sans grands bouleversements, n'a pas apporté de résultats positifs. La question organisationnelle doit être résolue avec la question politique et programmatique. Dans le domaine des questions syndicales, la position erronée du groupe Naville empêche le développement de l'Opposition de gauche et pourrait la compromettre pour pas mal de temps.

En conséquence, les représentants de l'Opposition russe à l'extérieur vont en conséquence dans un proche avenir présenter un appel détaillé à toutes les sections. Chaque groupe, chaque oppositionnel individuel doit prendre une position de principe claire sur les questions de principe qui ont divisé la Ligue en deux camps et qui peuvent conduire à une scission d'organisation. L'Opposition russe à l'extérieur a fait tout son possible pour préserver l'unité. Aujourd'hui cette question recule au second plan. La préservation des bases principielles du bolchevisme l'emporte sur les questions de l'unité formelle. A une époque, je vous ai conseillé d'inviter le camarade Naville pendant son séjour à Berlin à mettre par écrit les idées qui l'ont conduit dans cette lutte fractionnelle aiguë. Je ne sais si vous l'avez fait. Le but de ce message est de vous presser de vous familiariser, par le moyen des documents, avec les problèmes essentiels qui menacent la Ligue d'une scission et qui ont mis le groupe Naville en opposition à l'Opposition russe.

Questions de littérature

20 décembre 1930

Cher camarade Raymond Molinier,

Notre dactylo est en vacances; Liova alité; Frankel alité. Voilà la situation du "bateau".

1. Je veux bien écrire une grande lettre-circulaire ou ouverte sur la crise de la Ligue pour y mettre enfin tous les points sur les i. Mais je crois que cette lettre sera plus à temps après la publication des projets de thèses, résolutions, etc. Y en aura-t-il ? Et quand ? Pour quand la conférence ?
2. Tout à fait d'accord avec vous que cette fois-ci il faut faire table rase. Pas d'équivoque, pas de compromis de principes ! Des thèses nettes et catégoriques ! La condamnation formelle et décisive de l'attitude du groupe Naville dans la question internationale, dans celle du tournant et surtout dans la question syndicale.
3. Je pourrais écrire à Cornette et à Bernard, mais Mill a déjà une documentation de ma part assez ample qu'on peut montrer à Cornette et Bernard. S'ils s'adressent à moi avec quelque question, je leur répondrai volontiers.
4. C'est impossible que M(olinier) fasse partie de la nouvelle C(ommission) E(xécutive). Cela peut détruire un autre point d'appui non moins important. Réfléchissez-y bien !
5. Avez-vous reçu la copie de ma lettre à Gourget J'espère tout de même que nous marcherons avec lui ensemble. J'attends avec impatience sa réponse. Dites-le lui à l'occasion.
6. J'ai écrit aussi au camarade Souzo. C'est très important de s'entendre avec ce groupe-là.
7. Quelle est la situation de Frank comme gérant ? Est-ce que la décision de la C(ommission) E(xécutive) le concernant est annulée ?
8. Vous vous trompez totalement cher ami, en supposant que "*j'évite manifestement (?)*" de vous écrire. Il n'y a ici que la question de "rationaliser": une lettre russe me prend trois fois moins de temps qu'une lettre française et vous êtes bien lié avec M(ill). Et puis, en russe, je puis exposer mes idées beaucoup plus exactement.. Non, non, vous vous trompez totalement...
9. Sur Malraux. Je veux écrire sur son livre chinois. Je voudrais bien aussi lui poser quelques questions. Mais je suis tout à fait désarmé jusqu'au 2 janvier (vacances de la dactylo). Mon premier travail sera l'article sur *Les Conquérants*.
10. Les camarades grecs peuvent bien disposer de mon autobiographie et je leur cède volontiers les droits d'auteur (s'ils peuvent en tirer quelque chose pour leur organisation).
11. Pour les revues, NRF etc. en principe d'accord mais attendez un peu pour la réponse "concrète". Je serais très heureux si vous pouvez prendre en mains toutes les éditions en France. Il s'agit en première ligne de l'Histoire de la Révolution - un grand volume - qui va paraître bientôt à Berlin et New York. Elle n'est pas encore vendue en France. Mais vous pouvez (et même devez) ajourner cette question pour s'adonner totalement à la Ligue jusqu'à la fin de la crise. C'est de beaucoup plus important.
12. Si ma "*lettre ouverte*" est urgente, télégraphiez je convoquerai la dactylo de la villa malgré tout. Sinon, je vous enverrai cette lettre (en russe) le 3 janvier.

N.B. Les camarades grecs doivent savoir que la traduction française de *l'Auto* (sic) est très défectueuse et que les "notes" sont inutilisables. La NRF ferait bien de m'envoyer un de ses volumes (Napoléon ou Christophe Colomb), pour que je comprenne mieux de quoi il s'agit.

Les divergences subsistent

22 décembre 1930

Chers camarades,

Dans une lettre privée du 15 décembre, que j'ai reçue aujourd'hui 22, le camarade Naville m'informe que la conférence nationale de la Ligue a été fixée à la mi-janvier. En d'autres termes, des dispositions ont été prises pour priver toutes les sections de la possibilité de s'exprimer sur les questions en discussion dont la solution desquelles dépend l'existence à venir de notre organisation internationale. La circulaire de secrétariat administratif concernant la conférence européenne indique:

"La conférence de notre section allemande, qui se tient en ce moment, nous fournira certainement les matériaux pour l'évaluation de la situation politique et des tâches de l'Opposition. La préparation de la conférence de la Ligue communiste française doit être faite dans le même esprit".

L'exemple déplorable de la conférence allemande démontre où conduit la subordination des tâches internationales et révolutionnaires, en général, à des questions d'organisation de second ordre. Fixer la date de la conférence de la Ligue au milieu de janvier signifierait virtuellement la liquidation de l'organisation internationale des bolcheviks-léninistes. Parce que l'internationalisme marxiste consiste avant tout dans la participation active pour quelque temps le sujet de divergences internes d'opinion ou j'ai toujours été amené à vérifier que le groupe Naville adoptait une position erronée sur toutes ces questions parce qu'il avait lui-même un point de départ erroné.

On pourrait soulever l'objection que tout cela concerne le passé. J'aimerais le penser. Malheureusement cependant la politique du groupe Naville en ce qui concerne le "tournant" tactique du parti prouve que les mêmes divergences anciennes existent encore sous le couvert d'une phraséologie plus prudente. L'erreur à cet égard est d'autant plus grande que certains camarades de la Ligue ont pris une position qui est (en essence) tout à fait juste, mais pour laquelle ils ont été brutalement attaqués par la rédaction de La Vérité. Si nous passons en revue toute cette période, nous ne pouvons qu'en venir à la conclusion que le groupe ou la sous-fraction du camarade Naville - bien entendu sans l'avoir voulu - a aidé la bureaucratie du parti à se sortir des convulsions du "tournant" pratiquement dans l'impunité. Pouvons-nous laisser cette expérience politique importante sans évaluation nationale ou internationale ? Je ne crois pas que nous le puissions.

Non moins importante est la question du rapport entre l'organisation nationale et internationale. Là aussi les divergences sont apparues presque le jour où le groupe du camarade Naville a rejoint l'Opposition de gauche. La lutte, qui a été menée principalement dans des lettres et conversations privées, a duré presque un an et demi. Le groupe du camarade Naville a une évaluation erronée du rôle de l'organisation internationale pour les bolcheviks-léninistes, un fait qui nous a fait bien du mal au cours de l'année écoulée. La tendance à faire la conférence de la Ligue sans la participation de l'organisation internationale est en elle-même une expression graphique suffisante de l'erreur de base du groupe du camarade Naville sur la question de l'internationalisme.

Les camarades dirigeants de la Ligue sont déjà familiers avec les divergences persistantes et systématiques entre le groupe du camarade Naville et la rédaction du Bulleten russe. La sérieuse correspondance sur les questions en discussion pourrait remplir un livre. J'ai consacré à cette même question ma circulaire n°1 du 21 Juin 1930. Pour des raisons tout à fait évidentes, j'ai évité de donner des noms et en général de mettre les points sur les i, tant que je nourrissais encore l'espoir de pouvoir arriver en privé à un accord mutuel; malheureusement mes efforts n'ont pas abouti. Les expériences des derniers mois ont montré que les divergences d'opinion étaient exactement aussi grandes aujourd'hui qu'elles l'étaient il y a un an et demi.

En politique, *rien n'est plus dangereux qu'une solidarité apparente externe masquant les divergences entre tendances fondamentales*. Dans ces conditions, la lutte d'idées est inévitablement remplacée par des conflits et querelles personnelles qui empoisonnent toute l'atmosphère.

Je souscris donc à l'opinion du camarade Naville que la question de la collaboration ultérieure et la base pour elle ne peut être réglée que par une *discussion ouverte et principielle*. Mais, contrairement au camarade Naville, je crois que cette discussion doit prendre un caractère international. Il est entendu que la Ligue, comme toute autre section, est autonome dans ses décisions. Cependant, avant de les prendre, elle doit aussi donner aux autres sections une occasion de s'exprimer, pour ne pas les placer devant le fait accompli. Pour cela, il est indispensable qu'une période d'au moins *quatre semaines* soit ménagée entre la publication du projet de thèses et la convocation de la conférence. En tout cas, je fais appel à vous de la façon la plus pressante au nom de la section russe à cet effet, puisque je vois là *l'unique possibilité d'assurer une collaboration vraiment internationale à l'avenir*.

Je ne doute pas que la crise dans la Ligue qui est devenue une crise de notre organisation internationale, puisse être résolue sans convulsions ni scissions. Dans ce but, deux conditions sont nécessaires: la clarté politique et la bonne volonté de part et d'autres.

27 décembre 1930

Cher camarade Pfemfert,

Votre nouvelle concernant la délivrance imminente d'un visa serait pour nous tous ici des plus réjouissantes si elle correspondait à la réalité. Mais c'est une fausse nouvelle, car la réponse des autorités à O(scar) C(ohn) n'est rien d'autre que l'attitude typiquement hypocrite des policiers républicains wilhelminiens qui consiste non seulement à ne pas laisser entrer la personne concernée, mais, de plus à la lanterner le plus longtemps possible. Aucun Etat ne délivre un visa conditionnel pour un avenir indéterminé. Les services turcs concernés répondront poliment: nous vous laisserons évidemment entrer mais vous devez vous procurer le visa auprès des autorités compétentes à Berlin. Telle est bien la règle générale. Les autorités allemandes le savent aussi bien que moi. C'est de la même façon qu'ils se sont moqués des mois durant de Miasnikov. Telle est, semble-t-il, la façon d'agir spécifiquement allemande, en matière de visas.

Je pourrais par exemple écrire au Premier Ministre turc pour lui demander d'assurer à mon fils la possibilité de revenir en Turquie. Telle fut d'ailleurs ma première réaction à la réception de votre lettre. Puis j'ai réfléchi et me suis dit: un ministre recevant une telle demande doit nécessairement en venir à soupçonner que mon fils veut entreprendre à Berlin une action contre la Turquie et que je veux lui assurer à l'avance une possibilité de retour. Car, s'il n'y avait rien de suspect dans ce projet de voyage, je n'aurais pas besoin de m'adresser au Ministre pour lui demander d'accorder un visa, alors que les autorités turques ne l'ont jamais refusé à personne, au moins pour Constantinople. Ce souci apparaîtrait d'autant plus suspect de la part d'un membre de la famille résidant à Constantinople. De même que ma fille vient d'obtenir un visa turc à Moscou sans la moindre difficulté, de même mon fils l'aurait obtenu à Berlin. Mais il est difficile de transformer le service turc des visas en bureau d'assurance contre toutes les vicissitudes de la vie de mon fils et si les autorités allemandes exigent cela, c'est bien parce qu'elles sont assurées que, du point de vue juridique et policier, cette condition est parfaitement irréalisable. Je vous prie de transmettre ces réflexions à M^e Cohn, en l'assurant de tous mes remerciements pour ses efforts.

Un télégramme vient de vous être adressé pour vous informer de ma grippe qui, me semble-t-il, tire à sa fin, car aujourd'hui fut le premier jour sans fièvre. J'espère que votre température s'est, elle aussi, entre-temps, rapprochée de la normale.

Comme mon éditeur américain a changé d'avis à propos des délais de parution de *l'Histoire de la Révolution*, j'ai du écrire à Fischer à ce sujet et par la même occasion, je lui ai fait part de mes nouveaux travaux.

J'ai reçu avec plaisir le numéro de *Zvezda*, la revue russe contenant l'article sur Vorovsky. Malheureusement, les extraits de la biographie étaient très insuffisants. Ne pourrait-on se procurer à Berlin la brochure de Bontch-Brouévitch sur Vorovsky. Ainsi que les articles de critique littéraire de Vorovsky, qui ont été publiés en un volume ?

La grippe qui sévit à la maison nous a contraints à reporter la révision de la traduction. Nous rattraperons cela dans les jours qui viennent. Il nous manque encore le chapitre "*Prolétariat et paysannerie*".

Les succès du socialisme et les dangers de l'aventurisme

décembre 1930

Nous avons toujours souligné l'importance universelle et historique des expériences et succès économiques de l'U.R.S.S. et ce serait de notre part une répétition superflue que de le répéter de nouveau ici. Rien ne révèle mieux la profonde dégradation de la social-démocratie mondiale aujourd'hui que son désir ouvertement exprimé de ramener l'U.R.S.S. dans la voie du capitalisme et sa solidarité politique active avec les conspirateurs impérialistes et les saboteurs bourgeois. Rien ne caractérise mieux la lâcheté et la bassesse des classes dirigeantes de la société bourgeoise, y compris la social-démocratie, que leurs protestations contre le travail forcé en U.R.S.S. à un moment où le commis des propriétaires héréditaires d'esclaves, M^cDonald, avec l'aide de la II^e Internationale, opprime trois cent millions d'hommes en Inde et garde le peuple indien dans la servitude coloniale. Peut-on un seul instant comparer le sauve-qui-peut de la social-démocratie "de coalition" ou l'"oppositionnelle", et le travail gigantesque que le peuple soulevé par la Révolution d'Octobre est en train d'accomplir pour une vie nouvelle ?

C'est précisément pourquoi nous, marxistes, sommes obligés de mettre en garde la classe ouvrière du monde entier avec une force et une insistance particulières, contre les dangers grandissants qui menacent la dictature du prolétariat, dangers qui sont le résultat d'une politique fautive de la part d'une direction qui a perdu la tête.

Les dirigeants officiels, la presse, les économistes, tout le monde, reconnaît que le travail du plan quinquennal transformé en plan de quatre ans, s'accomplit dans une tension extrême. La méthode administrative de l'"émulation" montre que les rythmes peuvent être largement atteints aux dépens des muscles et des nerfs humains. Nous ne doutons pas un instant qu'une certaine couche d'ouvriers, surtout parmi les communistes, apporte à cette œuvre un véritable enthousiasme et que la masse des ouvriers est de temps en temps entraînée dans certaines entreprises par cet enthousiasme. Mais il faudrait tout ignorer de la psychologie humaine et même de la physiologie pour croire à la possibilité de l'"enthousiasme" de masse pour un effort qui dure nombre d'années.

La production est menée aujourd'hui avec les mêmes méthodes qui ont été employées pendant la guerre civile. Pendant la guerre, on le sait, notre expérience et nos munitions n'étaient pas à la hauteur. Les masses comblaient leurs insuffisances par leur supériorité numérique, leur audace, leur enthousiasme. Mais même pendant la guerre l'enthousiasme n'était pas général, surtout dans la paysannerie. Embusqués et déserteurs jouaient le même rôle alors que les ivrognes, qui manquent souvent au travail et les vagabonds, qui changent tout le temps d'emploi. Mais, dans certaines périodes, face à l'attaque des Blancs, non seulement les ouvriers mais les paysans se jetaient au combat avec un esprit véritablement révolutionnaire. C'est ainsi que nous avons gagné.

La guerre civile a duré trois ans. Vers la fin, la tension générale avait atteint la limite extrême. Nous avons renoncé à la deuxième campagne polonaise en dépit des dures conditions du traité de Riga. Une réaction profonde contre la tension et les privations des trois années de guerre civile submergea profondément les masses d'ouvriers et paysans. Dans la paysannerie, cette réaction conduisit aux soulèvements qui ont touché la flotte et l'armée. Chez les ouvriers, cela se traduisit en grèves et ce qu'on appelait les "arrêts". A l'intérieur du parti, l'Opposition ouvrière commença à gagner en influence. Sa force ne résidait évidemment pas dans la demi-syndicaliste naïveté de ses dirigeants. De façon générale, la discussion à cette époque ne portait pas du tout sur les syndicats, comme l'enseignent les stupides manuels officiels mais dans la protestation des masses contre la tension continuelle et la revendication d'un répit.

Dans la fameuse discussion de 1920-21, le principal argument contre les "trotskystes" de l'époque, qui produisait le plus gros effet sur les masses, était *"Ils veulent mener le travail de construction économique avec les mêmes méthodes qu'on a employées pour gagner la guerre"*¹⁷.

C'est dans cette atmosphère de réaction contre la période de la guerre civile et le communisme de guerre que la politique économique de l'actuelle majorité de la fraction stalinienne a pris forme: *"lentement mais sûrement"*. Les concessions à l'économie privée paysanne, le mépris pour les méthodes de planification, la défense des rythmes minimum, le détachement à l'égard de la révolution mondiale - c'était là l'essence du stalinisme dans la période 1923-1928. Mais le paysan moyen aisé - appui et espoir de cette politique, se développa par la nature des choses en paysan riche (koulak) qui prit alors à la gorge la dictature du prolétariat dont la base industrielle était tellement limitée. Ces conceptions et la politique de tolérance à l'égard du paysan firent place à une politique de panique et de précipitation. Le mot d'ordre devint: *"rattraper et dépasser dans le plus bref délai possible"*. Le programme minimum du plan quinquennal de Staline-Krjijanovsky, approuvé en principe au 15^e congrès, fut remplacé par le nouveau plan quinquennal, dont les éléments essentiels étaient empruntés à la plate-forme de l'Opposition. C'est ce qui a donné son caractère à la déclaration de Rakovsky au 16^e congrès:

"Vous avez adopté un plan qui peut devenir un pas plus sérieux dans une voie juste et nous sommes prêts à vous offrir notre coopération la plus loyale, sans abandonner aucune de nos idées et en nous réservant le droit de les défendre dans toutes les questions en discussion".

Quand l'Opposition défendait d'abord la nécessité même d'élaborer un plan quinquennal puis de déterminer des rythmes (la vie a suffisamment prouvé que les rythmes que nous proposons n'étaient pas illusoire comme l'ont clamé à l'époque tous les membres du comité central sans exception), en un mot, quand l'Opposition combattait pour une industrialisation et une collectivisation accélérées contre la politique de 1923-1928, elle considérait le plan quinquennal non comme un dogme, mais comme une hypothèse réalisable. La vérification collective du plan doit être faite dans le cours du travail. Les éléments de vérification ne résident pas seulement dans les chiffres de la comptabilité socialiste, mais aussi dans les muscles et les nerfs des ouvriers et les sentiments politiques des paysans. Le parti doit tenir compte de tout, éprouver, vérifier, additionner, généraliser.

¹⁷ En réalité, dans les conditions de grande arriération des forces productives, plus exactement de misère, sans la Nep, c'est-à-dire sans la stimulation de l'incitation personnelle sur la base du marché, il n'y avait pas et ne pouvait y avoir d'autre méthode que celle du communisme de guerre. Avant la Nep, la discussion a toujours esquivé le problème. L'introduction de la Nep a fait apparaître le nœud de la discussion. Seuls Zinoviev et dans une certaine mesure Tomsy ont continué à répéter les litanies sur l'ABC des questions syndicales sans avoir du tout compris ce dont il s'agissait. (Note de Trotsky)

En réalité, le tournant économique vers l'industrialisation et la collectivisation s'est réalisé sous le fouet de la panique administrative. Cette panique sévit toujours. Elle se reflète à la une de tous les journaux soviétiques d'aujourd'hui. Il y a adaptation totale aux mots d'ordre, aux formules, aux appels, employés pendant la guerre civile: front, mobilisation, brèche dans le front, cavalerie, etc., le tout assaisonné parfois de la terminologie sportive, start, finish, etc. Comme ce doit être écœurant pour les ouvriers sérieux et dégoûtant pour tous ! Tandis que c'est dans les conditions terribles de la guerre civile que nous avons introduit, non sans hésitation, l'Ordre du Drapeau rouge comme une mesure provisoire - Lénine y était d'abord opposé et ne l'a accepté ensuite qu'à titre temporaire -, aujourd'hui, dans la treizième année de la révolution, il y en a quatre ou plus, différents. Plus significative encore est l'introduction du travail continu, l'attachement des ouvriers aux entreprises, l'extrême intensification du travail.

Si l'introduction de ces mesures exceptionnelles a été possible, c'est du à ce que, dans les milieux de l'avant-garde, elles ont un caractère provisoire, étroitement lié aux objectifs du plan quinquennal. Exactement comme pendant la guerre civile, les ouvriers et les paysans employaient toutes leurs forces à écraser l'ennemi pour assurer leur droit au travail et au repos, de même aujourd'hui les éléments d'avant-garde de la classe ouvrière comptent sincèrement "*attraper et dépasser*" les pays capitalistes avancés afin de se protéger contre les dangers économiques et militaires. Théoriquement, politiquement et psychologiquement l'idée du plan quinquennal est devenue pour les masses le problème de la construction d'une muraille de Chine autour du socialisme dans un seul pays. Les ouvriers pensent que c'est l'unique justification de la tension extrême qui leur est imposée par l'appareil du parti. Au douzième anniversaire, Staline écrivait: "*Nous verrons encore quels pays doivent être comptés parmi les plus arriérés et quels parmi les plus avancés*".

De semblables déclarations et d'autres, plus catégoriques encore, ont été publiées et reproduites interminablement. Elles donnaient le ton à tout le travail du plan quinquennal. Ces questions sont posées aux masses, de façon trompeuse, à moitié consciente et moitié délibérée, par la bureaucratie qui veut leur faire croire que la réalisation du plan quinquennal placera l'U.R.S.S. devant le monde capitaliste. Le Kautsky de l'appareil, Varga, ne croit-il pas que la théorie du socialisme dans un seul pays, aussi absurde qu'elle soit, est néanmoins nécessaire pour encourager les ouvriers: tromperie du pape pour le salut de l'âme ?

Dans la préparation de son rapport au 16^e congrès, Staline a eu recours aux statistiques, entre autres beaucoup d'autres chiffres, pour prouver qu'à la fin du plan quinquennal, l'U.R.S.S. "*attrapera et dépassera*" le monde capitaliste. On en trouve des traces dans le discours de Staline. Sur le point central des rapports entre l'économie soviétique et l'économie mondiale, dans le rapport, le rapporteur s'est borné de façon surprenante à ce qui suit:

"Nous sommes terriblement derrière les pays capitalistes avancés en ce qui concerne le niveau de développement de l'industrie".

Et d'ajouter aussitôt:

"Seule l'accélération ultérieure du développement de notre industrie nous permettra de rattraper et de dépasser les pays capitalistes avancés techniquement et économiquement". (Rapport politique au 16^e congrès du P.C.U.S., 27 juin 1930, socht., 12).

Cela suppose-t-il un plan quinquennal unique ou une série de plans quinquennaux ? On n'en sait rien.

Limité comme il l'est en théorie fondamentale, Staline a été manifestement terrorisé par l'information inattendue qu'il a lui-même déterrée; mais, au lieu de présenter au parti les faits exacts de notre état d'arriération et de montrer l'étendue réelle de la tâche qui consiste à "*attraper et dépasser*", Staline s'est contenté de glisser quelques mots sur notre "*terrible arriération*" (en cas de besoin l'utiliser comme un alibi: c'est là que réside l'art de la politique). Et la propagande de masse continue dans un esprit de tromperie et de bluff.

Mais il ne s'agit pas seulement de l'Union Soviétique. Les publications officielles de tous les partis de l'I.C. ne cessent de répéter qu'à la fin du plan quinquennal, l'U.R.S.S. sera parmi les pays les plus avancés des pays industriels. Si c'était vrai, le problème du socialisme serait résolu partout simultanément à l'échelle mondiale. Ayant rattrapé les pays avancés, l'U.R.S.S., avec ses 160 millions d'habitants et sa superficie et sa richesse considérable, atteindrait, au cours du second plan quinquennal, c'est-à-dire dans trois ou quatre ans, une position, eu égard au monde capitaliste, beaucoup plus dominante que celle des Etats-Unis aujourd'hui. Le prolétariat du monde entier serait convaincu dans la vie que le socialisme, dans l'un des pays les plus arriérés, peut créer en quelques années un niveau de vie pour le peuple incomparablement supérieur à celui des pays capitalistes avancés. La bourgeoisie serait incapable de retenir un jour de plus le soulèvement des masses travailleuses. Une telle voie pour la liquidation du capitalisme serait la plus simple, la plus économique, la plus "humaine" et la plus certaine, si c'était ... possible. En réalité elle n'est que fantaisie.

Le développement du plan quinquennal a commencé en 1928-1929 à un niveau proche de celui de la Russie de l'avant-guerre, c'est-à-dire un niveau de misère et de barbarie. En 1929-30, de gros succès ont été réalisés. Néanmoins, l'Union Soviétique se trouve encore aujourd'hui, dans la troisième année du plan quinquennal, plus proche de la Russie tsariste que d'un pays capitaliste avancé du point de vue des forces productives. Voici quelques faits et quelques chiffres.

Les quatre cinquièmes de toute la population productive sont employés dans l'agriculture. Aux Etats-Unis, pour chaque personne employée dans l'agriculture, il y en a 2,7 dans l'industrie.

L'industrie a une productivité cinq fois supérieure à l'agriculture. Aux Etats-Unis, la productivité agricole est le double de la nôtre, celle de l'industrie 3,5. La production nette par tête est ainsi dix fois supérieure aux Etats-Unis à ce qu'elle est dans notre pays.

La puissance des installations mécaniques de base dans l'industrie des Etats-Unis est estimée à 35 800 000 chevaux-vapeur. En U.R.S.S., elle est de 4 600 000, presque un dixième. Si l'on évalue la puissance d'une unité de chevaux-vapeur à celle de dix hommes, on peut dire qu'aux Etats-Unis, il y a trois esclaves d'acier au travail par habitant, tandis qu'en U.R.S.S. il n'y a qu'un seul pour trois habitants. Si l'on prend en compte la force motrice mécanique, non seulement dans l'industrie mais aussi dans les transports et l'agriculture, la comparaison est plus défavorable encore. Pourtant la force motrice mécanique est la mesure la plus sûre du pouvoir de l'homme sur la nature.

Si tout le programme d'électrification devait être achevé à la fin du plan quinquennal, l'Union Soviétique disposerait d'un quart de la force électrique américaine, un sixième, si on tient compte de sa population, et moins encore si l'on tient compte de la superficie; et ce coefficient suppose que le plan soviétique soit réalisé complètement et que les Etats-Unis n'avancent pas d'un seul pas.

En 1928, les Etats-Unis ont produit 38 680 000 de tonnes de fonte, l'Allemagne 12 000 000 de tonnes, l'Union soviétique 3 300 000; pour l'acier, les Etats-Unis 52 000 000, l'Allemagne 14 000 000, l'U.R.S.S., 4 000 000. Dans la cinquième année du plan quinquennal, notre production de métaux a été égale à celle des Etats-Unis en 1880; il y a juste un siècle, les Etats-Unis produisaient 4 300 000 tonnes de métal, avec une population équivalente à environ un tiers de la population actuelle de l'U.R.S.S. En 1929, l'U.R.S.S. produisait environ 5 000 000 de tonnes de métal brut. Cela signifie que la consommation de métal par personne dans la république soviétique aujourd'hui sera d'environ un tiers de ce qu'il en était par personne aux Etats-Unis il y a un demi-siècle.

La production métallurgique aux Etats-Unis actuellement est supérieure de 28 % à la production agricole; notre production métallurgique est presque 1/18^e de notre production agricole. A la fin du plan quinquennal le rapport pourrait être de 1 à 8. Inutile d'expliquer la signification de la métallurgie pour l'industrialisation comme pour la collectivisation de l'économie agricole.

Au terme du plan quinquennal, la consommation de charbon par habitant en U.R.S.S. sera 1/8^e de celle des Etats-Unis. La production soviétique de pétrole est 7 % de la production mondiale, les Etats-Unis en produisant 68 %, dix fois plus.

Des rapports plus favorables existent dans l'industrie textile, mais, même là, la différence à notre détriment est énorme: les Etats-Unis ont 22,3 % des machines à tisser, l'Angleterre 34,8 et l'Union Soviétique 4,2 %. Ces chiffres sont d'autant plus frappants si on rapporte le nombre de machines à tisser aux chiffres de population.

Le plan quinquennal va augmenter le réseau ferroviaire soviétique de 18-20 000 kilomètres et va le porter à 80 000 kilomètres contre les 400 000 des chemins de fer américains. Pour cent kilomètres carrés de surface, les Etats-Unis ont 51,5 kilomètres de chemins de fer, la Belgique 370, la partie européenne de l'U.R.S.S. 13,7 et sa partie asiatique 1 seulement.

Les chiffres de la marine marchande sont encore moins favorables. La part de l'Angleterre dans la marine mondiale est de 30 %, celle des Etats-Unis 22,5 et celle de l'Union Soviétique 0,5.

Les Etats-Unis, en 1927, ont presque 80 % du total des autos dans le monde, alors que la part de l'Union Soviétique ne pourrait être calculée, même en dixièmes. A la fin du plan quinquennal, il y aura 158 000 autos, une pour plus de mille personnes (aujourd'hui il y en a une pour 7 000 personnes). Selon Ossinsky, à la fin du plan quinquennal nous "*dépasserons facilement la Pologne*"... si elle est restée à son niveau actuel.

Les réserves d'or des pays les plus importants: les Etats-Unis - 36,2 % des réserves mondiales -, la France - 11 % -, les pays capitalistes possèdent ensemble 83 %. Tout le reste du globe, U.R.S.S. y compris, moins de 17 %.

Dans le domaine des journaux et de l'édition, on a remporté des succès sérieux par rapport à la situation d'avant la révolution. Mais c'est précisément là que notre arriération est la plus grave. La consommation de papier est chez nous de 3,5 kg par habitant, tandis que même dans les pays européens les plus arriérés, elle est beaucoup plus élevée: 6 à 7 kilos en Bulgarie, Yougoslavie, Espagne, Hongrie, Pologne etc. Aux Etats-Unis, la consommation de papier est de 80 kilos par habitant, c'est-à-dire quatorze fois plus qu'en U.R.S.S. De façon générale, la consommation de papier par habitant dans les pays capitalistes est supérieure, plusieurs dizaines de fois, non seulement à la consommation actuelle en U.R.S.S. mais aussi à celle qui est prévue au terme du plan quinquennal. Par conséquent, même dans cette industrie légère, plus accessible, et dont l'importance est énorme, non seulement du point de vue économique, mais aussi politique et culturel, le problème n'est pas aussi facile à résoudre que le proclament les criards, les hâbleurs et les fanfarons.

Théorie fausse provoque inévitablement des erreurs politiques. De la théorie fausse du "*socialisme dans un seul pays*" découle non seulement une perspective générale déformée, mais aussi une tendance criminelle à farder la réalité soviétique actuelle.

La deuxième année du plan quinquennal est caractérisée dans tous les discours et articles de la façon suivante: "*L'économie nationale du pays est entrée dans la période du socialisme*"... Le socialisme existe "*dans ses fondements*". Chacun sait que la production socialiste, même dans "*son fondement*" est la production qui satisfait au moins les besoins humains élémentaires. Cependant, dans notre pays, avec son effroyable pénurie de marchandises, l'industrie lourde a augmenté l'année dernière de 28,1 % et l'industrie légère de seulement 13,1 %, gênant ainsi le programme de base. Même si l'on admet que la proportion réalisée est idéalement correcte - ce qui est loin d'être vrai - il n'en est pas moins vrai que dans l'intérêt d'une sorte d'"*accumulation socialiste primitive*", la population de l'U.R.S.S. sera obligée de se serrer de plus en plus la ceinture. Mais cela indique précisément que le socialisme est impossible sur la base d'un bas niveau de production et qu'on peut seulement faire des pas préparatoires au socialisme.

N'est-ce pas monstrueux ? Le pays ne surmonte pas la pénurie de marchandises, les disettes se produisent quotidiennement, les enfants manquent de lait, et les philistins officiels déclarent: "*Le pays est entré dans la période du socialisme*". Le socialisme pourrait-il être plus frauduleusement discrédité ? En dépit de tous les succès économiques dans l'industrie et l'agriculture, la collecte de grain aujourd'hui a plus le caractère d'une *campagne politique* que d'une activité économique. En d'autres termes, elle est réalisée par des moyens de coercition d'Etat. Pendant le règne des épigones, le terme de "*smytchka*" était employé à toute occasion, mais ils ont oublié de l'employer dans son seul sens juste, c'est-à-dire la création de rapports économiques entre ville et campagne qui permettent au village d'échanger ses produits contre les produits de l'industrie, volontairement et avec toujours plus de motivation. Le succès de l'alliance avec la paysannerie réside dans la réduction des méthodes politiques, c'est-à-dire de la coercition pour la collecte du grain. Cela ne peut être obtenu qu'en refermant les ciseaux des prix industriels et agricoles. Mais Staline a affirmé, treize ans après la Révolution d'Octobre, que les ciseaux n'étaient qu'un "*préjugé bourgeois*". En d'autres termes, il a reconnu que les ciseaux s'ouvriraient au lieu de se fermer. Il n'est pas surprenant en fait que le mot de *smytchka* lui-même ait complètement disparu du dictionnaire officiel. Un fonctionnaire au stockage du blé, pour expliquer le retard de l'accumulation des stocks de grains par l'insuffisance de la pression des autorités locales sur le koulak fait l'observation suivante:

"Les calculs et manœuvres du koulak ne sont pas du tout compliqués. S'il est imposé de trois tonnes, il peut les remplacer par une amende de 400 roubles. Il lui suffit de vendre une demi-tonne au marché noir pour récupérer plus que son amende et conserver pour lui deux tonnes et demi"

Cet exemple frappant signifie que, sur le marché noir, le prix du grain est au moins six fois plus élevé que le prix d'Etat, peut-être même huit ou dix fois, puisque nous ne savons pas à combien évaluer l'excédent. C'est ainsi que les ciseaux, qui ne sont pour Staline qu'un préjugé bourgeois, percent les pages de la *Pravda* et montrent leurs pointes.

La *Pravda* imprime tous les jours des communications sur les progrès du stockage des grains sous le titre "*La lutte pour le grain est la lutte pour le socialisme*". Mais, quand Lenine a employé cette phrase, il était loin de l'idée que le pays était "entré" dans la période du socialisme. Le fait qu'on soit obligé de se battre - oui, se battre - pour du grain, simplement du grain, montre que le pays

est encore très éloigné d'un régime socialiste.

On ne peut pas piétiner impunément les bases élémentaires de la théorie. On ne peut pas se limiter aux formes socialistes des rapports de production - formes peu mûres, rudimentaires, et dans l'agriculture, excessivement fragiles et contradictoires - et faire abstraction du principal facteur du développement social, les forces productives. Les formes socialistes elles-mêmes ont ou peuvent avoir un contenu social essentiellement différent en fonction du niveau technique. Les formes sociales soviétiques sur la base de la production américaine - c'est le socialisme, au moins dans sa première étape. Les formes soviétiques sur la base de la technique russe, ce n'est que le premier pas dans la lutte pour le socialisme.

Si l'on prend en considération le niveau d'aujourd'hui de la vie soviétique, la vie quotidienne des masses laborieuses, le taux d'illettrisme, c'est-à-dire le niveau culturel; si on ne ment pas, si on ne bourre pas le crâne, si on n'abuse pas soi-même et les autres; si on ne s'adonne pas au vice de la démagogie bureaucratique, alors il faut honnêtement reconnaître que l'héritage de la Russie bourgeoise et tsariste constitue 95 % de la vie quotidienne, de la morale et des coutumes de l'écrasante majorité de la population soviétique, tandis que les éléments du socialisme ne représentent que 5 %. Et ce n'est nullement en contradiction avec la dictature du prolétariat, le régime soviétique, et les énormes succès dans l'économie. Tout cela constitue l'échafaudage autour du futur édifice ou plutôt de seulement l'un des coins de cet édifice. Dire aux ouvriers qui bâtissent ces échafaudages avec des briques et du ciment, qui souvent, ne mangent pas à leur faim, qui peuvent subir bien des accidents, qu'ils peuvent déjà entrer dans ce bâtiment - "*nous sommes entrés dans le socialisme*" - c'est se moquer à la fois des constructeurs et du socialisme.

Nous sommes décidément opposés à la légèreté avec laquelle le plan quinquennal, pas encore vérifié, a été transformé en plan de quatre ans. Que nous enseignent là-dessus les faits ?

Les chiffres officiels d'augmentation de la production industrielle pour la deuxième année atteignent 24,2 %. L'augmentation projetée pour la deuxième années du plan quinquennal - 21,5 % - est ainsi dépassée de 2,7 %. Mais il est en retard sur le plan en quatre ans de presque 6 %. Si l'on tient compte du fait que, par rapport à la qualité et au prix de revient, il y a un retard considérable et que le coefficient comptable de 2,12 % ne peut être atteint que par la coercition, il est clair qu'en réalité la deuxième année s'est déroulée conformément aux rythmes du plan quinquennal et pas du tout du plan en quatre ans.

Dans le domaine de la construction de base, les objectifs pour l'année 1929-1930 ne se sont pas réalisés de presque 20 %. Le retard le plus grand est accusé dans la construction de nouvelles usines métallurgiques gigantesques, dans l'installation de production de coke, dans la construction chimique et électrique élémentaire, c'est-à-dire dans les domaines fondamentaux pour l'industrialisation dans son ensemble. En même temps, l'abaissement des coûts de production de 14 % n'a été réalisée qu'à 4 %. La signification de ce chiffre de 4 %, tiré par les cheveux, ne nécessite aucun commentaire: nous pouvons nous estimer satisfaits que les coûts de construction n'aient pas augmenté en réalité. Le coefficient de retard du plan sera donc de plus de 30 %, pas 20 %. C'est l'arrière-plan de la troisième année dans le domaine de la construction.

"*Les lacunes*" dans le plan ne peuvent être remplies aux dépens de l'industrie légère, comme ce fut fait généralement pendant les deux premières années, puisque la principale lacune du plan doit être observée précisément dans la production de produits finis. Selon le plan quinquennal, l'industrie légère devrait avoir progressé de 18 % en 1929-1930; selon le plan en quatre ans de 23 %¹⁸. Mais elle a augmenté seulement de 11 % (de 13 selon certains documents). Pourtant la pénurie de marchandises demande des efforts extraordinaires dans la sphère de l'industrie légère.

On a affirmé que l'une des tâches spécifiques du trimestre supplémentaire introduit entre la seconde et la troisième année était "*la stabilisation par tous les moyens possibles de la circulation monétaire et de tout le système financier*". C'est un aveu officiel, pour la première fois, que le système financier est ébranlé au terme des deux premières années du plan quinquennal réalisé par une direction qui procède empiriquement, dans aucune planification. L'inflation monétaire ne signifie rien moins qu'un emprunt non garanti contracté au dépens des années suivantes. C'est pourquoi il sera nécessaire de rembourser cet emprunt dans les prochaines années. L'appel à la stabilisation de la circulation monétaire démontre que, quoique "*nous soyons entrés dans la période du socialisme*", il est nécessaire de garder le tchervontets intact, non de le liquider. Quant la théorie, elle est juste sens dessus dessous.

Toutes les erreurs, tous les faux calculs, les démarrages précipités, les disproportions, les lacunes, les faux tournants et le vertige de la direction économiste des centristes sont résumée dans le malaise du tchervonets: tel est l'héritage des deux premières années du plan quinquennal. Surmonter l'inflation et son inertie n'est pas une tâche facile. L'application du plan financier dans le premier mois du trimestre supplémentaire porte témoignage de cela. Mais surtout nous devons savoir que le succès dans la stabilisation du tchervonets - qui est absolument indispensable - porte les germes d'un déclin non moins marqué dans l'industrie et dans l'économie dans son ensemble. Des emprunts non garantis et surtout dissimulés sont faits aux dépens de l'avenir et devront être payés.

Le chiffre pour la croissance générale de la production industrielle au cours des deux dernières années et de 52 % contre les 47 % indiqués dans le plan. Si nous incluons la détérioration de la qualité, nous pouvons dire avec certitude qu'au mieux dans les deux premières années nous avons approchés des objectifs du plan seulement dans son ensemble, c'est-à-dire en faisant abstraction de toute une série de disproportions internes.

La caractérisation que nous avons faite du lourd héritage des deux premières années du plan quinquennal ne minimise pas le moins du monde la signification des succès qui ont été réalisés. Ces succès sont énormes dans leur importance historique et d'autant plus significative parce qu'ils ont été obtenus malgré les erreurs continues de la direction. Mais ces réalisations non seulement ne justifient pas la légèreté avec laquelle on a bondi de cinq à quatre ans, ils ne garantissent même pas la réalisation du plan en cinq ans. Pour y arriver, il faut surmonter les disproportions et lacunes créées au cours des deux premières années, au cours des trois années à venir. Moins la direction s'avère capable de prévoir, d'ouvrir ses oreilles aux avertissements, plus lourde sera la dette. La tâche principale de la direction économique est de vérifier le progrès fait par le plan quinquennal, de garder un œil sur quelques branches, retenir certaines autres - non sur la base de chiffres a priori qui sont inévitablement imprécis et conditionnels, mais sur la base d'un bilan consciencieux de l'expérience. Mais la réalisation de semblable tâche présume la démocratie dans le parti, dans les syndicats et dans les soviets. Un progrès salubre de la construction socialiste est entravé par le principe ridicule et monstrueux de l'infailibilité de la direction "générale" ou plus précisément, une direction inconsistante qui est la source du danger généralisé. La *Pravda* elle-même, le 27 octobre, est obligée de noter

¹⁸ Cette année, la fin de l'année économique a été avancée d'octobre à janvier, ce qui insère un trimestre supplémentaire. (*Note de Trotsky*)

"Nous éprouvons des difficultés nous procurer des produits alimentaires et des marchandises industrielles d'usage commun. Nous vivons encore un manque aigu de métal, de charbon, d'énergie électrique et de matériaux de construction pour assurer pleinement les rythmes adoptés dans la construction socialiste. Le transport des produits industriels et agricoles est loin d'être garanti par notre système de transport. L'économie nationale expérimente une pénurie aiguë de main d'œuvre et de cadres d'ouvriers qualifiés".

Ne découle-t-il pas de tout cela que le bon du plan quinquennal au plan de quatre ans était totalement aventuriste ? Pour tout le monde, sauf la *Pravda*. "Le retard dans la construction de base en 1929-1930", écrit la *Pravda*, *"malgré l'absence de causes objectives a été un prétexte pour les agents du koulak dans le parti - les opportunistes de droite - pour soulever de nouvelles clameurs au sujet des rythmes intolérables adoptés par la parti"* (3 novembre).

De cette façon, les staliniens, mieux que personne, déblaient la voie pour l'aile droite en réduisant la différence entre eux à ce dilemme: quatre ou cinq ans ? La question ne peut cependant être tranchée de manière principielle, mais seulement empiriquement. Il est encore difficile de définir deux lignes distinctes dans ce débat, mesuré, par une différence de douze mois. Pourtant, dans cette manière bureaucratique de poser la question, nous avons la mesure exacte du désaccord entre les droitiers et les centristes suivant l'évaluation des centristes eux-mêmes. La rapport entre eux est de quatre à cinq ce qui fait 20 % de différence. Et qu'en serait-il si l'expérience démontrait que le plan ne peut être réalisé en quatre ans ? Cela signifierait-il que la droite a raison ? Le prétendu trimestre supplémentaire (octobre, novembre, décembre 1930) a été inséré entre la seconde et la troisième année. La troisième année du plan quinquennal commence maintenant officiellement le 1^{er} janvier 1931 sans prendre en compte ce trimestre supplémentaire. La divergence avec la droite est ainsi réduite de 20 à 15 %. Quel objectif servent ces méthodes de procédure indignes ? Elles servent l'objectif du "prestige" non du socialisme.

Les lacunes qu'ils sont obligés de combler avec le trimestre supplémentaire se sont développées, ont provoqué, selon la *Pravda* *"en dépit de l'absence de causes objectives"*. C'est une explication très consolante, mais qui ne produit ni les usines inachevées, ni les marchandises non manufacturées. L'ennui est que ces facteurs subjectifs, comme l'"incompétence", *"l'absence d'initiative"*, etc. sont gouvernés par l'élément subjectif, l'appareil bureaucratique, mais dans une certaine mesure seulement et qu'au-delà de ces limites les facteurs subjectifs deviennent objectifs, puisqu'ils sont déterminés en dernière analyse par le niveau de technique et de culture. Même les *"lacunes"* qui sont en réalité engendrées par les causes subjectives, par exemple, la myopie de la direction *"générale"* deviennent elles-mêmes des facteurs objectifs limitant la possibilité de développements ultérieurs. Si l'opportunisme est caractérisé par une adaptation passive aux conditions objectives (*"suivisme"*), l'aventurisme, antipode de l'opportunisme, est caractérisé par son attitude dédaigneuse à l'égard des facteurs objectifs. Le leitmotiv de la presse soviétique aujourd'hui est: *"Rien n'est impossible à un Russe"*.

Les articles de la *Pravda* (Staline lui-même garde prudemment le silence) prouvent que la prévoyance, l'expérience collective et le souplesse de la direction économique seront remplacés dans l'avenir, comme dans le passé, par le knout *"général"*. La *Pravda* reconnaît, dans une série d'affaires, que *"les défaillances étaient liquidées moins par la production que par la pression révolutionnaire des masses"* (le 1^{er} novembre). La signification de tout ceci est tout à fait claire.

Il est évident que s'il s'agissait vraiment de rattraper les pays capitalistes avancés au cours des prochaines années et d'assurer ainsi l'invulnérabilité de l'économie socialiste, alors une pression temporaire, si lourde soit-elle, bien que pesant sur les muscles et les nerfs des ouvriers, seraient compréhensibles et même justifiables. Mais nous avons vu plus haut l'ambiguïté, le trompe l'œil, la démagogie dans la façon de présenter cette question aux ouvriers. La pression continue menace de provoquer une réaction dans les masses incomparablement plus grave que celle qui s'est développée à la fin de la guerre civile.

Le danger est d'autant plus aigu et menaçant que non seulement la tâche de *"rattraper et dépasser"* ne sera pas résolue, même si le plan quinquennal venait à être réalisé, mais le plan lui-même ne sera jamais réalisé en quatre ans, en dépit de l'extrême tension des forces. Ce qui est plus sérieux encore c'est que l'aventurisme de la direction rend de moins en moins vraisemblable la réalisation du plan en cinq ans. L'obstination stupide et aveugle à maintenir le plan intact, à la lettre, pour le prestige *"général"* prépare inévitablement toute une série de crises qui peuvent étouffer le développement économique et déclencher une crise politique ouverte.

Ainsi, les résultats sommaires de l'accroissement de la production, pour exceptionnels qu'ils soient, ne présentent pas un tableau exact de la situation car ils ne décrivent pas les conditions défavorables, économiques et politiques, dans lesquelles a commencé le plan quinquennal (1^{er} octobre 1930). Une analyse plus concrète de l'économie révèle que les statistiques arbitraires de succès cachent une série de contradictions profondes: entre la ville et la campagne (les ciseaux des prix; le manque de produits alimentaires, de matières premières, et le manque de produits industriels au village); entre l'industrie lourde et l'industrie légère (usines non fournies en matières premières et manque de marchandises); entre le pouvoir d'achat réel et nominal du tchervonets (inflation); entre le parti et la classe ouvrière; entre l'appareil et le parti; à l'intérieur de l'appareil.

Et outre ces contradictions dites internes, il y a une contradiction qui, par la nature même des choses, revêt une signification accrue: la contradiction entre l'économie soviétique et le marché soviétique.

L'utopie réactionnaire d'une économie socialiste fermée se développant harmonieusement sur ses fondements internes avec la sauvegarde du monopole du commerce extérieur constituait le point de départ du plan tout entier. Les spécialistes de la Commission de planification d'Etat, allant à la rencontre des *"patrons"* et conjuguant leurs objectifs nuisibles aux préjugés des autorités, ont préparé le premier projet de plan quinquennal non seulement avec une courbe descendante dans le taux industriel mais aussi dans le commerce extérieur: au bout de dix ou douze ans, l'U.R.S.S. aurait complètement cessé d'importer. Le même plan prévoyait une moisson toujours plus abondante et par conséquent des possibilités plus grandes d'exporter. Une question demeurait sans réponse: que faire des surplus de grain et autres que le pays pourrait produire ? On n'allait tout de même pas les jeter dans l'océan.

Cependant, avant que le premier projet de plan quinquennal ait été révisé en principe sous la pression de l'Opposition, le cours même des événements a produit des fissures dans la théorie et la pratique d'une économie isolée.

Le marché mondial présente des réserves immenses pour l'économie de tous les pays, socialiste comme capitalistes. La croissance de l'industrie soviétique crée à la fois des besoins techniques et culturels et de nouvelles contradictions, obligeant ainsi à recourir toujours plus aux ressources du commerce extérieur. En même temps, le développement de l'industrie, inégal à cause des conditions naturelles, engendre un besoin pressant d'exportation dans divers secteurs (par exemple pétrole et bois) bien avant que l'industrie dans son ensemble ait commencé à satisfaire les exigences élémentaires du pays. La renaissance de la vie

économique en U.R.S.S. conduit ainsi, de tous les côtés, non à son isolement économique mais au contraire à la croissance de ses rapports avec l'économie mondiale et par conséquent à sa dépendance à l'égard de l'économie mondiale. Le caractère de cette dépendance est défini partiellement par le poids spécifique de l'économie soviétique dans l'économie mondiale, mais, plus directement, par les relations entre le coût net des produits soviétiques et celui de ceux des pays capitalistes avancés.

L'entrée de l'économie soviétique sur le marché mondial, ne s'est donc pas produite sur la base d'une large perspective et des stipulations du plan mais au contraire, malgré le plan; sous la pression de la dure nécessité, quand il est devenu clair que l'importation de machines, des différents types de matières premières et matériaux auxiliaires devenait une question de vie ou de mort pour tous les secteurs de l'industrie.

Il ne peut pas y avoir d'augmentation des importations sauf par une extension des exportations. L'Etat soviétique exporte parce qu'il ne peut pas faire autrement et il vend à des prix déterminés par l'économie mondiale. Ainsi l'économie soviétique tombe de plus en plus sous le contrôle du marché mondial, mais en outre elle est entraînée - de manière réfractée et altérée, il est vrai - dans la sphère d'influence des oscillations de la conjoncture capitaliste mondiale. Les exportations pour l'année 1929-1930, loin d'être réalisées conformément au plan, ont été considérablement atteintes financièrement par la crise mondiale. C'est ainsi que l'une des nombreuses discussions entre l'Opposition de gauche et les centristes a trouvé sa conclusion. Dans la lutte sur la nécessité d'élaborer le plan quinquennal, nous avons avancé l'idée que le plan quinquennal n'était que la première étape, qu'il faudrait passer ensuite le plus rapidement possible à un plan avec une perspective de huit à dix ans, pour embrasser une période moyenne pour le renouvellement du parc d'outillage et aussi nous adapter à la conjoncture mondiale. Une stabilisation du capitalisme d'après-guerre, même ténue, conduirait inévitablement à la réapparition de celles commerciales-industrielles reportées par la guerre et nous serions obligés de développer nos plans non sur une prétendue indépendance à l'égard de la conjoncture mondiale, mais sur une adaptation intelligente à cette conjoncture, c'est-à-dire de façon à gagner autant que possible à une reprise économique et à perdre aussi peu que possible dans la crise. Il est inutile de répéter aujourd'hui les lieux communs national-socialistes que les dirigeants officiels, à commencer par Staline et Boukharine, ont avancé contre ces prévisions qui se réalisent aujourd'hui. Moins les dirigeants de l'économie ont prévu la simple logique de cette situation, plus l'exportation aujourd'hui revêt un caractère chaotique.

On doit tirer quelques conclusions élémentaires très importantes pour l'avenir de la brève histoire du commerce extérieur soviétique et des difficultés rencontrées l'année dernière dans le commerce d'exportation, presque toujours insuffisant en volume malgré son caractère forcé. Plus le développement de l'économie soviétique aura de succès dans l'avenir, plus les relations économiques devront être élargies avec l'extérieur. Le théorème opposé est même plus important: ce n'est qu'à travers une grande extension des exportations et importations que l'économie pourra surmonter à temps les crises partielles, diminuer les disproportions partielles et obtenir l'équilibre dynamique des divers secteurs pour assurer un taux accéléré de développement. C'est précisément à ce point, malheureusement, que nous heurtons en dernière analyse à des problèmes et difficultés importantes. La possibilité d'utiliser les ressources du marché mondial pour le développement de l'économie socialiste est déterminée directement, nous l'avons dit, par les rapports entre prix de revient domestique et mondial d'une marchandise de qualité fixe moyenne. Mais le cours bureaucratique de l'accélération des rythmes n'a pas permis jusqu'à présent d'obtenir dans ce domaine aucun résultat ni même de poser la question correctement.

Dans son rapport au 16^e congrès, Staline a dit que la qualité de notre production était parfois "*scandaleuse*" - c'est avec de telles explications que la bureaucratie bouche les trous. Cela va de pair avec son expression sur notre arriération "*terrible*". Au lieu de faits précis, on nous donne des expressions qui sonnent très fort mais qui sont en réalité une lâche couverture de la réalité: l'arriération "*terrible*", la qualité "*scandaleuse*". Pourtant, deux chiffres, deux coefficients comparatifs auraient donné au parti et la classe ouvrière une orientation infiniment plus valable que les montagnes de statistiques journalistiques à bon marché qui emplissent les discours de dix heures des sages de notre temps et qui, dans ce domaine également remplacent la qualité par la quantité.

La vente de produits soviétiques même à des prix inférieurs à leur prix de revient, est, dans l'intérêt des importations, inévitable dans une certaine mesure et pleinement justifiée du point de vue de l'économie générale. Mais seulement dans une certaine mesure. A l'avenir, l'augmentation des exportations se heurtera à des obstacles de plus en plus grands du fait de la différence entre les prix de revient intérieurs et mondiaux. Ainsi le problème des coefficients comparatifs de la qualité et de la quantité des produits intérieurs et mondiaux est nécessairement brutalement posé. Le sort de l'économie soviétique se décide économiquement dans le nœud du commerce extérieur exactement comme il est décidé politiquement dans le nœud qui lie le parti communiste de l'Union Soviétique à l'I.C.

La presse capitaliste mondiale a présenté comme du dumping l'augmentation des exportations soviétiques et la bourgeoisie mercenaire des émigrés russes et de ses "démocrates" domestiqués a repris le terme. Cela n'a rien d'étonnant, comme il n'y a rien d'étonnant dans le fait que la presse mercenaire immigrante publie les révélations des secrets nationaux de défense nationale de l'U.R.S.S. dans les intérêts de la Roumanie, de la Pologne et autres requins moindre envergure. Ce n'est pas leur lâcheté qui est étonnante, c'est leur stupidité qui en l'affaire n'est nullement surprenante: n'attendez pas trop d'intelligence de la bourgeoisie mercenaire. En présentant le "dumping" soviétique comme une menace pour l'économie mondiale, libéraux et démocrates affirment que l'industrie soviétique a atteint un degré de puissance qui lui permet d'ébranler le marché mondial. Ce n'est malheureusement pas le cas.

Il suffit de dire que l'exportation soviétique, dans son volume actuel fortement accru, ne constitue qu'1/2 % des exportations mondiales. Cela ne peut renverser le capitalisme, aussi pourri qu'il soit. Seuls de parfaits imbéciles, néanmoins des fripouilles, peuvent attribuer au gouvernement soviétique l'intention de provoquer la révolution mondiale avec 1,5 % des exportations.

Ce qu'on présente comme les irrptions de l'économie soviétique dans l'économie mondiale, ce sont plutôt les irrptions du marché mondial dans l'économie soviétique. Ce processus sera étendu jusqu'à ce qu'il devienne de plus en plus un duel économique entre les deux systèmes. A la lumière de cette perspective, on voit combien puérile apparaît l'étroite philosophie selon laquelle la construction du socialisme est garantie par la victoire sur la bourgeoisie de son propre pays, après quoi le rapport avec le monde extérieur se limiterait à la lutte contre l'intervention militaire.

Au début de la crise mondiale, l'Opposition a proposé de déclencher une campagne prolétarienne internationale pour le renforcement de la collaboration économique avec l'U.R.S.S. En dépit du fait que la crise et le chômage la rendaient urgente, elle a été repoussée avec toutes sortes de prétextes ineptes; en fait, elle l'a été parce qu'elle émanait de l'Opposition. Aujourd'hui, compte tenu de l'attaque mondiale contre le "dumping" soviétique, les sections de l'I.C. sont obligées de faire campagne pour la collaboration économique avec l'U.R.S.S. que nous avons proposée. Mais que leur campagne est pitoyable et éclectique, sans

idées claires ni perspectives; une campagne de défense désordonnée au lieu d'une offensive bien préparée. Nous voyons une fois de plus que, derrière les clameurs bureaucratiques se dissimule le même "suivisme", la même incapacité à prendre l'initiative politique sur une seule question importante.

Conclusions

1. Reconnaître publiquement que la décision de réaliser le plan quinquennal en quatre ans a été erronée.
2. Soumettre l'expérience des deux premières années et du trimestre inséré à l'étude et à la discussion libre et souveraine dans le parti.
3. Fixer comme critères de la discussion: les rythmes optimum, ceux qui sont le plus raisonnables, c'est-à-dire ceux qui non seulement permettent l'application des objectifs actuels, mais plus encore l'équilibre dynamique de l'expansion rapide de la croissance pour un certain nombre d'années à venir; l'augmentation systématique des salaires réels; la fermeture des ciseaux des prix industriels et agricoles, c'est-à-dire le renforcement de l'alliance avec la paysannerie.
4. Suivre attentivement le processus inévitable de différenciation à l'intérieur des kolkhozes aussi bien qu'entre les kolkhozes; n'identifier en aucun cas les kolkhozes avec le socialisme.
5. Poser ouvertement et dans le cadre du plan le problème de la stabilisation du système monétaire; autrement le danger d'une panique qu'une déflation bureaucratique pourrait engendrer serait aussi menaçant que l'inflation.
6. Poser le problème du commerce extérieur comme un problème cardinal dans la perspective de l'extension des rapports avec l'économie mondiale.
7. Elaborer un système de coefficients comparatifs entre la production soviétique et la production des pays capitalistes avancés comme un guide des besoins pratiques de l'exportation et de l'importation et aussi comme l'unique critère juste dans la question de "*rattraper et dépasser*".
8. Cesser de se guider en économie à partir de considérations bureaucratiques de prestige; ne pas farder la réalité, ne pas cacher la vérité, ne pas tromper; ne appeler socialisme l'économie soviétique transitoire actuelle qui, à son niveau présent, est bien plus proche de l'économie tsaristo-bourgeoise que du capitalisme avancé.
9. Abandonner les fausses perspectives nationales et internationales de développement économique qui découlent inévitablement de la théorie du socialisme dans un seul pays.
10. En finir une fois pour toutes avec le dogme catholique de l'infailibilité "générale", désastreux en pratique, humiliant pour un parti révolutionnaire et profondément stupide.
11. Faire revivre le parti en abattant la dictature bureaucratique de l'appareil.
12. Condamner le stalinisme; revenir à la théorie de Marx et à la méthodologie révolutionnaire de Lenine.